

APPROVISIONNEMENT DE L'UE EN GAZ NATUREL

Hausse des exportations algériennes de 50 %

L'approvisionnement de l'Union européenne en gaz naturel connaît une évolution notable, marquée en octobre par une forte hausse des expéditions algériennes. Avec une progression de 50 % de ses livraisons via gazoducs par rapport au mois précédent, l'Algérie s'impose comme l'un des moteurs de la reprise des flux gaziers vers l'Europe, dans une période où le marché reste soumis aux effets de la fin du transit russe via l'Ukraine et aux perturbations liées aux opérations de maintenance. P 3



SALON INTERNATIONAL DES
PROMOTEURS IMMOBILIERS,
DE L'HABITAT INTELLIGENT ET
DE LA DÉCORATION
"ELOGIA"

**Plus de 200
exposants attendus
à Oran**

Plus de 200 exposants prendront part à la 12e édition du Salon international des promoteurs immobiliers, de l'immobilier, de l'habitat intelligent et de la décoration "Elogia", prévue du 3 au 7 décembre prochain au Centre de conférences Mohamed-Ben-Ahmed d'Oran, ont annoncé mardi les organisateurs.

P 2

ENTRÉE EN PRODUCTION DE
GARA DJEBILET DÉBUT 2026

**Vers une industrie
sidérurgique
intégrée**

L'entrée en production effective du gigantesque gisement de Gara Djebilet est prévue pour le premier trimestre 2026. Le lancement de l'exploitation commerciale de ce projet pose les bases d'une véritable refondation industrielle. L'Algérie sécurise ainsi son autosuffisance en minerai de fer et peut désormais bâtir une industrie sidérurgique robuste, adossée à une ressource locale, compétitive et pérenne. Cette réalisation stratégique ne marque pas seulement une avancée décisive pour le secteur minier national, elle inaugure également une nouvelle ère vers la souveraineté économique.

P 3

AVEC UN CHIFFRE
D'AFFAIRES 166,1 MILLIARDS
DA ET 23,3 MILLIONS
D'ABONNÉS

**Mobilis consolide sa
place sur le marché**

L'opérateur de la téléphonie mobile public, Mobilis, poursuit son développement en enregistrant des performances positives en termes de chiffre d'affaires et également en nombre d'abonnés. Les chiffres présentés hier à Alger par son PDG, en l'occurrence, Chaouki Boukhezani, témoignent de cette expansion.

P 5

UNIVERSITÉ D'EL TARF -UNIVERSITÉ
DE BARI (ITALIE)

**Signature d'une convention
de coopération** P 2

ANESRIF

**Achèvement des travaux du
plus grand pont ferroviaire
d'Algérie et d'Afrique** P 5

CLASSEMENT MONDIAL DE SHANGHAI
EN GÉNIE CIVIL

**L'Université de Sidi Bel
Abbès première en Afrique
et au Maghreb** P 16

CÉRÉALES
L'Algérie, deuxième producteur de l'orge dans le monde arabe et en Afrique

L'Algérie est classée au 2ème rang des plus grands producteurs d'orge dans le monde arabe et en Afrique, avec une production avoisinant 1,2 million de tonnes pour la saison 2024/2025, selon un rapport établi par le Département de l'Agriculture des Etats-Unis (USDA). L'Algérie occupe ainsi la deuxième place au niveau du monde arabe, juste derrière l'Irak, dont la production a atteint 1,4 million de tonnes durant cette saison, d'après les données du Service agricole extérieur (FAS) du Département américain de l'Agriculture. A l'échelle africaine, l'Algérie est classée deuxième derrière l'Ethiopie qui a réalisé au cours de la même saison une production de 2,48 millions de tonnes. La production algérienne d'orge pour la saison 2024/2025 a enregistré une hausse de 17% par rapport à 2023/2024, passant de 1,03 million de tonnes à 1,23 million de tonnes, d'après les données du même département. Concernant la production mondiale, elle a atteint environ 143,33 millions de tonnes, enregistrant une légère baisse de 0,13 % par rapport à la saison 2023/2024 (143,51 millions de tonnes).

MONNAIES
Le dollar stable face aux autres devises

Le dollar était stable, mardi, face aux autres devises, en attendant la publication d'avantage de données sur l'économie américaine. Durant les séances de la matinée, le billet vert grappillait 0,07% face à la monnaie unique européenne, à 1,1582 dollar pour un euro, et autant face à la livre, à 1,3144 dollar. Les cambistes attendent une série d'indicateurs américains cette semaine retardés par la récente fermeture des services publics aux Etats-Unis, dont le rapport sur l'emploi en septembre prévu jeudi. Lundi, le billet vert avait profité d'une réduction des attentes de baisse des taux directeurs américains en décembre, après des déclarations prudentes de membres de la Fed la semaine dernière. Des taux d'intérêts élevés pour une période prolongée rendent le dollar et les obligations américaines plus attractives, ce qui détourne en retour les investisseurs de l'or, valeur refuge concurrente du billet vert. L'or a enregistré, mardi, une petite hausse de 0,03%, à 4.046,40 dollars l'once.

SALON INTERNATIONAL DES PROMOTEURS IMMOBILIERS, DE L'HABITAT INTELLIGENT ET DE LA DÉCORATION "ELOGIA"

Plus de 200 exposants attendus à Oran

Plus de 200 exposants prendront part à la 12^e édition du Salon international des promoteurs immobiliers, de l'immobilier, de l'habitat intelligent et de la décoration "Elogia", prévue du 3 au 7 décembre prochain au Centre de conférences Mohamed-Ben-Ahmed d'Oran, ont annoncé mardi les organisateurs.

Synthèse S R.

Le Salon rassemblera des participants algériens ainsi que des entreprises étrangères et des partenaires représentant plusieurs pays, dont la Chine, la Tunisie et l'Italie, a indiqué à l'APS Akram Sidi Yekhllef, directeur de l'agence de communication "AB Concept Design". Ce rendez-vous économique offrira l'occasion de découvrir les dernières tendances du secteur et de renforcer les partenariats. Il permettra également au public de prendre connaissance de concepts novateurs et de solutions technologiques adaptées aux besoins des acquéreurs, en fonction de leurs revenus. Ces innovations seront présentées

par des promoteurs immobiliers, des cabinets d'architecture et des architectes d'intérieur.

Des ateliers seront organisés tout au long de l'événement pour mettre en avant des projets d'habitat moderne, notamment des logements écologiques intégrant des technologies intelligentes respectueuses de l'environnement, favorisant l'efficacité énergétique, les systèmes électroniques avancés ainsi que les technologies de communication dédiées aux bâtiments. Le Salon réunira ainsi l'ensemble des acteurs du secteur : promoteurs, entreprises de construction, professionnels de l'immobilier, institutions financières et compagnies d'assurance. Organisée en parallèle, l'exposition "Design

Days", consacrée aux portes, fenêtres et façades, mettra en lumière des start-up et des porteurs de projets innovants spécialisés dans l'aménagement intérieur, les espaces verts, l'isolation et les métiers connexes. Plusieurs promoteurs immobiliers proposeront, durant les cinq jours du Salon, des offres promotionnelles sur différents types de logements, faisant de cet événement une tradition économique annuelle à Oran, a souligné M. Sidi Yekhllef. Des conférences destinées aux professionnels sont également inscrites au programme, abordant notamment "L'environnement et les maisons intelligentes" et "Les technologies modernes dans la construction", entre autres thématiques.

UNIVERSITÉ D'EL TARF -UNIVERSITÉ DE BARI (ITALIE)
Signature d'une convention de coopération

Par R E.

Une convention de coopération et de partenariat a été signée, "récemment", entre l'université Chadli-Bendjedid d'El Tarf et l'université italienne Aldo-Moro de Bari, a indiqué, mardi le directeur-adjoint de l'université d'El Tarf chargé des relations extérieures, le Pr Sassi Sofiane. La convention, signée numériquement par le directeur de l'université d'El Tarf, Benchohra Choul, et le recteur de l'université de Bari, Stefano Bronzini, et qui porte sur la

recherche scientifique, l'encadrement pédagogique et l'enseignement et la formation conjointes, vise à renforcer les échanges académiques entre les deux parties, a précisé, le Pr Sassi Sofiane. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette convention, dont la durée est fixée à 5 ans, donnera lieu à des échanges de doctorants entre les deux universités, à la supervision conjointe de thèses de doctorat et une collaboration en dehors des programmes académiques et scientifiques, telles

que les cours de certification, les conférences, les séminaires, les projets de recherche et les publications académiques et scientifiques. La convention prévoit également des échanges de professeurs et l'organisation de projets scientifiques communs, selon M. Sassi Sofiane qui a ajouté qu'il est aussi prévu dans le cadre de cet accord, une étroite coopération dans des activités scientifiques spécifiques, une formation conjointe et un échange d'expertises entre les professeurs des deux universités dans le cadre

de programmes de mobilité pour les étudiants et les professeurs "afin de s'enquérir des expertises dans les domaines de spécialisation et de mettre à jour les formations". La coopération entre les deux universités inclut l'échange d'étudiants en licence et en master, avec un programme d'échange scientifique et culturel pour les étudiants, ainsi que la formation à distance en langues italienne et française pour améliorer le niveau et la coopération conjointe dans le cadre de projets internationaux.

PRÉPARATION DE LA 7^e ÉDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU TOURISME SAHARIEN

Installation du groupe de travail interministériel

Par R E.

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a procédé à l'installation du groupe de travail interministériel chargé de la préparation de la 7^e édition du Festival international du tourisme saharien, indique, mardi, un communiqué du ministère. L'installation du groupe de travail du festival international du tourisme saharien, qui sera organisé du 4 au 6 décembre, dans la wilaya de Timimoun, s'est déroulée en présence de ses membres représentant les secteurs des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à

l'étranger et des Affaires africaines, de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de la Communication, de l'Environnement et la Qualité de vie, de la Culture et des Arts, de la Santé et de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, précise la même source.

Ont assisté à l'installation du groupe de travail, le commissaire du festival et les cadres centraux du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, chargés des préparatifs de cet important événement international, lancés le mois d'août dernier. A cette occasion, Mme Meddahi a salué "le rôle pivot de chaque ministère pour assu-

rer la réussite de cet événement majeur", affirmant que ce rendez-vous annuel "revêt une importance particulière, de par sa dimension de promotion du tourisme en Algérie, notamment le tourisme saharien auquel les hautes autorités du pays accordent un intérêt majeur", selon le communiqué.

Lors de cette réunion, il a été procédé à l'examen des différents volets liés aux préparatifs, notamment le spot promotionnel, l'annonce officielle de l'événement, le communiqué de presse, ainsi que le slogan retenu pour cette édition, dont l'intitulé est "Timimoun, authenticité et hospitalité", ajoute la même source.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

APPROVISIONNEMENT DE L'UE EN GAZ NATUREL

Hausse des exportations algériennes de 50 %

L'approvisionnement de l'Union européenne en gaz naturel connaît une évolution notable, marquée en octobre par une forte hausse des expéditions algériennes. Avec une progression de 50 % de ses livraisons via gazoducs par rapport au mois précédent, l'Algérie s'impose comme l'un des moteurs de la reprise des flux gaziers vers l'Europe, dans une période où le marché reste soumis aux effets de la fin du transit russe via l'Ukraine et aux perturbations liées aux opérations de maintenance.

Par M. A.

Les données publiées par le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) révèlent que l'Union européenne a importé 12,3 milliards de mètres cubes de gaz par gazoducs en octobre, contre 9,6 milliards en septembre. Cette hausse globale de 28 % reflète largement la contribution algérienne, aux côtés de la Norvège qui a, elle aussi, renforcé ses expéditions. Bien que le niveau total des importations demeure inférieur de 9 % à celui enregistré à la même période l'an dernier, l'augmentation des volumes algériens redessine les équilibres du marché européen et confirme l'importance du partenariat énergétique entre l'Algérie et l'Union européenne. Durant les dix premiers mois de 2025, les exportations algériennes ont maintenu une stabilité appréciable, un atout essentiel dans un marché où les variations de production et les tensions géopolitiques ont fragilisé plusieurs routes d'approvi-

sionnement. Vers l'Espagne, les livraisons ont progressé de 3 %, consolidant la place de l'Algérie comme premier fournisseur du pays avec une part de 34,1 %, devant les États-Unis et la Russie. Vers l'Italie, les volumes ont légèrement reculé, sans remettre en cause le rôle stratégique du réseau méditerranéen dans l'acheminement du gaz vers l'Europe.

Cette montée en puissance se produit alors que l'Union européenne enregistre un recul de 9 % de ses importations gazières cumulées entre janvier et octobre, une baisse qui s'explique principalement par la disparition des flux russes transitant par l'Ukraine, estimée à près de 15 milliards de mètres cubes par an. Dans ce contexte, la capacité de l'Algérie à maintenir ses niveaux d'approvisionnement lui confère un poids croissant au sein du marché énergétique européen, aux côtés de la Norvège et d'autres fournisseurs régionaux comme l'Azerbaïdjan et la Libye. L'impact de cette dynamique se reflète également dans les pays de destination.

L'Allemagne a vu ses importations augmenter de 8 %, tandis que la Pologne a enregistré une croissance remarquable de 22 %, signe que plusieurs États membres sont engagés dans une diversification active de leurs sources d'approvisionnement. À l'inverse, les Pays-Bas, la France et la Belgique ont réduit leurs achats, illustrant les réajustements internes qui accompagnent la recomposition du marché européen.

Dans un contexte où l'Union européenne cherche à concilier sécurité d'approvisionnement et transition énergétique, la progression de 50 % des exportations algériennes met en lumière la solidité d'un partenariat fondé sur la proximité géographique, la maturité des infrastructures et des intérêts stratégiques convergents.

À travers cette performance, Alger réaffirme sa capacité à répondre aux besoins d'un marché européen en pleine mutation et à jouer un rôle déterminant dans son équilibre énergétique.

ENTRÉE EN PRODUCTION DE GARA DJEBILET DÉBUT 2026

Vers une industrie sidérurgique intégrée

Par Adem A.

L'entrée en production effective du gigantesque gisement de Gara Djebilet est prévue pour le premier trimestre 2026. Le lancement de l'exploitation commerciale de ce projet pose les bases d'une véritable refondation industrielle. L'Algérie sécurise ainsi son autosuffisance en minerai de fer et peut désormais bâtir une industrie sidérurgique robuste, adossée à une ressource locale, compétitive et pérenne. Cette réalisation stratégique ne marque pas seulement une avancée décisive pour le secteur minier national, elle inaugure également une nouvelle ère vers la souveraineté économique. Invité de la « Chaîne I » de la radio nationale, Djamel Eddine Choutri, chef de cabinet de la secrétaire d'État chargée des mines, a expliqué que ce gisement « n'est plus seulement une gigantesque réserve minière, mais un véritable projet industriel intégré, appelé à transformer structurellement notre économie ». Avec un potentiel estimé à 3 milliards de tonnes de minerai, Gara Djebilet représente l'un des leviers les plus puissants du plan national de diversification hors hydrocarbures. Selon lui, « le début de l'exploitation, à travers une première unité de traitement dotée d'une capacité de 4 millions de tonnes, permettra de substituer progressivement les importations, qui avoisinent aujourd'hui 10 millions de tonnes par an. L'objectif est clair : assurer à l'industrie sidérurgique na-

tionale un approvisionnement local, stable et durable ».

Le projet, qui s'étend de Tindouf à Béchar puis à Naâma, entre désormais dans sa phase déterminante. Choutri a précisé que « l'unité de Tindouf sera la première à entrer en service début 2026, suivie d'une unité similaire, également de 4 millions de tonnes, à Béchar afin d'accompagner la montée en cadence du projet ». À terme, la seule région de Béchar produira près de 10 millions de tonnes de produits intermédiaires destinés à l'industrie sidérurgique. L'un des verrous technologiques les plus complexes, lié à la présence d'un taux élevé de phosphore dans le minerai, a été levé. « Grâce à la technologie adoptée, en partenariat avec un opérateur chinois, nous sommes parvenus à réduire le taux de phosphore de 0,8 % à moins de 0,2 %, ouvrant ainsi la voie à une exploitation industrielle normalisée », a affirmé Choutri, soulignant que ces avancées ont « définitivement dissipé les doutes qui entouraient le projet depuis des décennies ».

La problématique du transport, autre obstacle historique, a elle aussi été dépassée. Le chef de cabinet a rappelé que « l'achèvement de la ligne ferroviaire reliant Gara Djebilet à Béchar permettra, dès le début de l'année prochaine, d'acheminer le minerai transformé vers les complexes sidérurgiques nationaux, notamment celui de Tosyali, premier bénéficiaire des premières cargaisons ». Il a insisté sur le caractère stratégique de

cette infrastructure : « Sans le rail, il n'y aurait pas de projet ; avec le rail, nous entrons dans une nouvelle ère ».

Les impacts attendus sont considérables. Sur le plan économique, l'exploitation du gisement permettra de réduire de manière décisive la facture d'importation, de renforcer la valeur ajoutée locale et d'augmenter la contribution du secteur minier au PIB, actuellement limitée à environ 1 %. Choutri a expliqué que « la valeur ajoutée générée par ces unités industrielles fera grimper la part du secteur minier dans le PIB dès l'entrée en production des premières unités ». Sur le plan social, le projet créera une dynamique forte dans les régions du Sud-Ouest. Plus de 250 emplois directs seront générés à Tindouf dès la première phase, et près de 800 emplois directs à Béchar, sans compter les milliers d'emplois indirects qui émergeront autour des services, de la logistique et de la sous-traitance. « Chaque emploi direct crée au minimum trois à quatre emplois indirects », a rappelé le responsable, soulignant que le projet sera « un moteur de développement territorial ». Enfin, ce chantier s'inscrit pleinement dans les orientations du président de la République. « Nous avons un engagement clair : être au rendez-vous du premier trimestre 2026. Toutes les équipes sont mobilisées et toutes les coordinations intersectorielles sont en place pour respecter cette échéance », a-t-il conclu.

SCOLARITÉ DANS LES
PRIMAIRES, TRANSFERT
TECHNOLOGIQUE,
RECYCLAGE DES DÉCHETS
**Plusieurs dossiers
importants
examinés par le
gouvernement**

Par S. R.

Le Premier Ministre, Sifi Ghrieb, a présidé hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers importants, ont indiqué les services du Premier ministre dans un communiqué. Dans le domaine de l'éducation nationale, et dans le cadre de l'exécution des instructions de Monsieur le Président de la République visant à améliorer les conditions matérielles et les services liés aux écoles primaires, le Gouvernement a écouté une présentation sur le plan d'action d'urgence pour améliorer la qualité de la scolarité des élèves. Cela concerne notamment la restauration, la maintenance, le chauffage, le transport et la mise à disposition de personnel pour l'année scolaire en cours, en particulier au profit des élèves résidant dans les zones éloignées ou rurales.

Sur un autre plan, le Gouvernement a écouté un exposé sur les mécanismes d'appropriation du transfert technologique et la construction d'un modèle de développement national basé sur l'innovation et les résultats de la recherche scientifique, dans le cadre du renforcement du rôle économique de l'Université.

La feuille de route élaborée à cet effet comprend, précise la même source, la création d'un réseau national intégré, regroupant tous les laboratoires et plateformes technologiques des universités et des centres de recherche. L'objectif est d'assurer l'exploitation optimale des capacités techniques et humaines, de bâtir une souveraineté technologique durable et de créer une nouvelle dynamique de croissance industrielle et économique.

Le Gouvernement a écouté également une présentation sur la Nomenclature nationale des filières de recyclage et de valorisation des déchets. À cette occasion, la stratégie adoptée par les hautes autorités du pays a été mise en lumière. Celle-ci porte sur la transition vers une économie circulaire, notamment à travers la valorisation des déchets comme un vecteur stratégique du développement durable.

Cela permet simultanément de préserver les ressources naturelles, de réduire la dépendance aux matières premières importées et de créer des emplois locaux dans les filières vertes. Cette stratégie s'articule autour du déploiement de filières structurées de recyclage et de valorisation couvrant l'ensemble du territoire national, et de la mise en œuvre de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP). Ceci vise à impliquer, ajoute la même source, pleinement les industriels dans la gestion et le financement de la fin de vie des produits, ainsi qu'au développement d'installations modernes pour transformer les déchets en ressources et en énergie.

Enfin le Gouvernement a examiné un projet de décret présidentiel fixant les conditions et modalités de réalisation et d'entretien des œuvres d'art dans les espaces publics. Ce projet de texte vise à établir un cadre réglementaire pour la réalisation et l'érection d'œuvres d'art dans les espaces publics – notamment les statues, les monuments et les mémoriaux – qui reflètent l'importance et les dimensions historiques, culturelles et sociales de la Nation algérienne.

COMMERCE

Signature d'un accord permettant aux importateurs économiques d'importer à leur compte via une plateforme économique

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et le Haut-commissariat à la numérisation ont procédé, lundi à Alger, à la signature d'un accord de coopération permettant de préparer le lancement d'une plateforme numérique dédiée aux opérateurs économiques activant dans l'importation à leur compte, durant le mois en cours.

L'accord de coopération prévoit l'organisation de l'opération de mise à disposition et d'exploitation de cloud computing de l'Etat au niveau du Centre national algérien des services numériques, dans le but d'héberger cette plateforme qui permettra aux opérateurs économiques, à travers toutes les wilayas, d'enregistrer les besoins de leurs usines et sociétés, en matière de gestion et d'équipement, facilement et depuis leurs domiciles, sans besoin de se déplacer entre les différentes administrations.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a affirmé lors de sa signature de l'accord, avec la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, en présence des cadres compétents, que l'exploitation de cette plateforme numérique "épargnera le temps et l'effort, réduira les complications d'ordre administratif et renforcera la célérité et l'efficacité du traitement des demandes. La convention s'inscrit, ajoute M. Rezig, dans le cadre d'une gestion moderne et transparente et reflète l'engagement de l'Etat à renforcer la transition numérique et à moderniser les outils de la gestion publique", et ce "en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment dans le cadre de son engagement n25 relatif à l'amélioration de la communication et à la généralisation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), dans les administrations du service public".

AAPI

Les investisseurs invités à déposer l'état annuel d'avancement de leurs projets

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a invité, lundi dans un communiqué, les investisseurs à déposer, dans les plus brefs délais, l'état annuel d'avancement de leurs projets d'investissement, conformément aux dispositions de la loi 22-18 relative à l'investissement. Dans son communiqué, l'AAPI invite les investisseurs qui n'ont pas encore déposé ce document à "se rendre, dans les plus brefs délais, aux guichets uniques où leurs projets ont été enregistrés, afin de régulariser leur situation, en suivant le modèle disponible via le lien électronique y afférent". L'AAPI prévient que le non-dépôt de l'état annuel d'avancement des projets d'investissement entraînera l'annulation de l'attribution d'enregistrement et la perte des avantages liés au projet.

ORAN
Le Premier ministre visite plusieurs stands des Olympiades des métiers 2025

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a visité lundi soir, au Centre des conventions Mohamed-Benahmed à Oran, plusieurs stands de la première édition des Olympiades des métiers 2025, organisées sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et qui réunit 550 jeunes issus du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels provenant de différentes wilayas du pays. Accompagné de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, et du wali d'Oran, Ibrahim Ouchene, le Premier ministre a parcouru plusieurs stands, notamment ceux

consacrés à la mécanique automobile, à la métallurgie et à l'aluminium, aux arts créatifs, à la mode et à l'informatique, échangeant avec les jeunes participants. Dans ce cadre, M. Ghrieb a souligné que l'Etat « mise sur les capacités et la créativité des jeunes, notamment dans le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, pour créer de la richesse et faire de ce secteur un véritable moteur de développement économique et social, à travers l'amélioration de la qualité des compétences et le soutien aux talents ». Il a insisté sur le rôle central des jeunes

en tant que « force et véritable réservoir de l'Algérie » et sur l'importance d'investir dans leurs capacités afin de leur permettre de contribuer activement au développement économique national. Il a ajouté que cette Olympiade représente « une occasion idéale pour ces jeunes de révéler leurs talents et leur créativité ». Pour rappel, M. Ghrieb avait précédemment présidé la cérémonie d'ouverture de cette première édition des Olympiades des métiers 2025, abritée par la salle omnisports du complexe sportif Miloud-Hadefi.

ALGÉRIE-ALLEMAGNE

Adjal examine avec la délégation de la compagnie "Siemens Energy" les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu, lundi, une délégation de la compagnie allemande "Siemens Energy", conduite par le directeur général en charge de la région Moyen-Orient et Afrique, M. Dietmar Siersdorfer, avec lequel il a examiné les moyens d'élargir la coopération et le partenariat, notamment avec le Groupe Sonelgaz, indique un communiqué du ministère. La rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de nombre de ses cadres et du directeur général par intérim du groupe Sonelgaz s'inscrit dans le cadre de la politique de renforcement de la coopération extérieure et l'ouverture sur les marchés extérieurs européens et continentaux,

ajoute la même source. Lors de la réunion, les deux parties ont examiné les moyens d'élargir les domaines de coopération et de partenariat entre l'opérateur allemand et les services du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, notamment le groupe "Sonelgaz", précise le document. A cette occasion, M. Adjal a affirmé "l'intérêt accordé par le Gouvernement au renforcement des liens de coopération et à l'ouverture du champ de partenariat avec les opérateurs économiques allemands", soulignant la nécessité de "trouver de nouveaux espaces de partenariat susceptibles de rétablir le niveau antérieur des relations économiques algéro-allemandes".

HYDROCARBURES
Arkab reçoit une délégation de la société allemande "Siemens Energy"

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a reçu, lundi à Alger, une délégation de la société allemande "Siemens Energy", avec qui il a examiné les opportunités d'investissement en Algérie, notamment dans les domaines du développement de l'hydrogène vert, des projets miniers et du dessalement de l'eau de mer, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de cadres du secteur, les deux parties ont passé en revue l'état des relations de coopération entre "Siemens Energy" et le groupe Sonatrach, relevant "le niveau avancé des relations qui lient les deux institutions" et "l'importance du partenariat stratégique qui s'est développé au cours des dernières années", précise le communiqué.

Le ministre d'Etat et la délégation allemande, conduite par le vice-président exécutif, directeur général pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Dietmar Josef Siersdorfer, ont évoqué les voies et moyens d'approfondir la coopération dans l'industrie pétrolière et gazière, les équipements énergétiques, les services d'ingénierie, les programmes de formation et de développement des compétences, ainsi que le renforcement de l'intégration nationale dans les projets.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 نوفمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Novembre 2025

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
	DA / Kg	كغ / دج			
Légumes frais	Pomme de terre	56	64	47	البطاطا
	Tomate	126	146	106	الطماطم
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف
	Ail sec	701	777	624	الثوم الجاف
	Carotte	81	91	70	الجزر
	Navet	88	98	78	اللفت
	Choux fleur	111	126	97	قرنبيط
	Choux	95	109	81	الكرنب
	Courgette	114	129	100	الكوسة
	Haricot vert	148	167	129	الفاصولياء الخضراء
Laitue	107	120	94	الخس	
Fruits frais	Clémentine	238	283	193	كليمونتين
	Pomme locale	353	443	262	التفاح المحلي
	Datte	496	633	358	التمر
	Banane	434	455	410	الموز
	Raisin	294	347	240	العنب
Grenade	170	205	135	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1874	2024	1725	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	358	371	346	الدجاج
	Ceufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,48	-0,99	9,00	5,56	4765	6 671 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2500,00	-0,04	0,91	3,39	6,65	6,40	2891	7 227 500,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 299,00	2300,00	0,04	0,97	1,83	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH EI Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-4,35	-9,29	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,23	3,78	5,25	0	0,00

AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES 166,1 MILLIARDS DA
ET 23,3 MILLIONS D'ABONNÉS

Mobilis consolide sa place sur le marché

L'opérateur de la téléphonie mobile public, Mobilis, poursuit son développement en enregistrant des performances positives en termes de chiffre d'affaires et également en nombre d'abonnés. Les chiffres présentés hier à Alger par son PDG, en l'occurrence, Chaouki Boukhezani, témoignent de cette expansion.

Par Z R.

En effet, après plusieurs années de stagnation, où il a enregistré un chiffre d'affaires de 122 milliards de DA durant la période de 2016 à 2021, Mobilis, et grâce à une nouvelle stratégie, a renoué avec la croissance. Son chiffre d'affaires a d'ailleurs enregistré une hausse de près de 20 milliards de DA entre 2021 et 2022, passant de 122,3 milliards à 144,2 milliards. Cette croissance positive s'est poursuivie pour atteindre les 150,1 milliards en 2023 et enfin 166,1 milliards en 2024, avec une augmentation de 35,9%, soit 43,84 milliards de DA. Pour l'année en cours (2025), le PDG de Mobilis s'est montré optimiste en affirmant que les indicateurs actuels montrent que l'opérateur public se dirige vers l'enregistrement d'un autre record en 2025, ce qui consolide sa position de premier acteur du marché en termes de croissance et de valeur commerciale. En ce qui concerne la base de clients, Mobilis a maintenu sa position de leader sur le marché en Algérie, avec un total de 23,3 millions d'abonnés à la fin de juin 2025. Il est à noter que plus de 95% de ces abonnés utilisent les services de la 3G et de la 4G, ce qui reflète l'ampleur de la dépendance des citoyens au réseau ainsi que la qualité de la couverture et des services. Au-delà des chiffres, Mobilis affirme qu'elle ne se contente pas de proposer des offres et des services de communication, mais qu'elle opère selon une vision prospective qui en fait un acteur central pour relever



les grands défis technologiques auxquels l'Algérie est confrontée, notamment la numérisation, la quatrième révolution industrielle et la cybersécurité. L'opérateur cherche également à soutenir la transformation numérique nationale et à améliorer la préparation de l'infrastructure de communication afin de suivre les développements mondiaux.

Lancement de la nouvelle gamme « Révolution »

Par ailleurs, et afin de consolider davantage sa place sur le marché, Mobilis a lancé sa nouvelle gamme d'offres, sous une formule innovante qui reflète son ambition de fournir des services plus flexibles et intelligents à ses clients. Cette nouvelle gamme « Révolution » est basée sur un modèle de consommation

unifié qui accorde à l'utilisateur une liberté sans précédent dans la gestion et le contrôle de son crédit, précise Chaouki Boukhezani lors d'une rencontre avec la presse nationale. La nouvelle offre repose sur un crédit unifié appelé « Mobilis Unit » (Unité Mobilis), qui peut être utilisé pour tous les services : appels, internet et SMS, selon un barème tarifaire clair : 5 unités par minute, 10 unités par SMS et 50 unités pour 1 Go d'internet. Les services sont consommés automatiquement à partir du même crédit, sans restrictions ni distinction entre les types d'utilisation. Les offres « Révolution » comprennent une large gamme d'abonnements, notamment le prépayé, le post-payé (forfait) et les offres « Contrôle », permettant de couvrir tous les besoins des clients, quelles que soient leurs catégories.

UNIVERSITÉ ABBAS-LAGHROUR

220 projets pris en charge par l'incubateur depuis 2022

Par M. A.

Le nombre de projets pris en charge depuis 2022 par l'incubateur de l'Université Abbas-Laghrou de Khenchela a atteint à ce jour 220 projets, a-t-on appris mardi auprès du directeur de cet incubateur. Dans une déclaration à l'APS, Dr. Imad Mesbah a précisé que l'incubateur de cette Université a accueilli depuis sa création il y a 3 années 220 projets d'étudiants dont

125 ont déposé des brevets d'invention. Neuf de ces projets ont obtenu le label de projets innovants et trois le label de startups, a ajouté le même responsable. Durant la même période, l'Université de Khenchela a domicilié quatre projets dont les startups ont obtenu des locaux à l'intérieur de l'Université dont le plus récent est celui de la startup "Assurini" des deux étudiants Hadjer Maha et Ibtissam Bouzidi, ouvert mardi en marge de

la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat. M. Mesbah a indiqué qu'au cours des trois dernières années, huit entreprises ont vu le jour et ce, en partenariat entre étudiants, enseignants et partenaires économiques. Une enveloppe financière de 25 millions DA a été consacrée à l'acquisition d'un laboratoire de fabrication au profit de l'incubateur pour constituer un atelier de travail équipé de moyens numériques modernes per-

mettant aux étudiants de transformer leur idées en produits, a-t-il indiqué. Dans le cadre de la diffusion de l'esprit entrepreneurial chez les étudiants, 360 de ces derniers ont reçu des formations au niveau du centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université les initiant aux principes de l'entrepreneuriat, l'élaboration de plans et des études de marketing et financières, a-t-on indiqué.

ANESRIF

Achèvement des travaux du plus grand pont ferroviaire d'Algérie et d'Afrique

Par R E.

Les travaux de réalisation du plus grand pont ferroviaire d'Algérie et d'Afrique, traversant l'oued Daoura sur plus de 4,1 km dans la wilaya de Tindouf, ont été entièrement achevés, a annoncé, mardi, l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). La réception officielle de ce viaduc ferroviaire constituera une "étape majeure" dans la mise en œuvre du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, reliant Bechar - Tindouf - Gara Djebilet sur une distance totale de 950 km, s'est félicité Abdelkader Mazzar, directeur central de la com-

munication de l'ANESRIF. Cet ouvrage d'art exceptionnel a nécessité le coulage de 154.100 m3 de béton armé et la mobilisation de 117 tabliers porteurs, 1.170 poutres en béton précontraint, ainsi que 116 piles reposant sur 1.432 pieux, a précisé le responsable. "L'achèvement de ce pont ferroviaire géant représente pour l'Algérie un défi relevé avec succès, tant par la complexité que par l'ampleur de cette infrastructure, considérée comme l'un des chantiers les plus importants et les plus difficiles du mégaprojet. Ce résultat a été rendu possible grâce au savoir-faire et aux performances des entreprises nationales impliquées dans sa réalisation", a souligné M. Mazzar. Il a appelé que plusieurs me-

sures techniques avaient été prises en amont pour garantir le bon déroulement des travaux de cet ouvrage d'une hauteur de 12 mètres. Parmi elles, l'installation de zones de préfabrication pour les bétons spéciaux ainsi que des centrales à béton équipées de systèmes de refroidissement, indispensables pour maintenir le rythme des travaux durant les fortes chaleurs caractéristiques de la région. Le mégaprojet de la ligne Béchar - Tindouf - Gara Djebilet, qui traverse les wilayas de Béchar, Béni Abbès et Tindouf, comprend au total 1.431 ouvrages d'art, dont 45 ponts ferroviaires, 48 ponts routiers et 1.338 ouvrages hydrauliques, a rappelé le même responsable de l'ANESRIF.

CNAS

Campagne nationale de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer de la prostate

Par R E.

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), agence d'Alger, a lancé une campagne nationale de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer de la prostate, dans le cadre de son engagement constant à promouvoir la santé publique et à renforcer la culture de la prévention, a indiqué mardi un communiqué de la caisse. Le lancement de cette campagne nationale, (17-19 novembre), se veut "une initiative sanitaire et sociale importante visant à réduire la propagation de ce cancer, l'un des plus répandus chez l'homme, notamment chez ceux ayant dépassé la cinquantaine", précise-t-on de même source. Cette initiative, lancée au siège de l'agence d'Alger et des centres de santé affiliés, met en œuvre un programme national global visant "à améliorer les indicateurs de dépistage précoce et à réduire les taux de diagnostic tardif, en rapprochant le service de santé du citoyen et en lui offrant la possibilité de bénéficier d'un examen simple, efficace et indolore, permettant de détecter la maladie à ses premiers stades, où les taux de guérison sont considérablement élevés". Cette initiative a pour objectif également de "sensibiliser les hommes à l'importance de cet examen, de mettre l'accent sur l'importance du diagnostic précoce et augmenter les chances de guérison, en assurant des examens préliminaires et des conseils médicaux ciblés, principalement pour les hommes à partir de 50 ans, voire dès 45 ans, pour les catégories à haut risque, et de promouvoir la culture de la prévention à travers la diffusion d'informations scientifiques précises sur les facteurs de risque, les symptômes potentiels et les méthodes de prévention". La campagne comprend "un ensemble d'activités variées, dont l'organisation de journées d'information au profit des citoyens, en assurant des espaces pour l'orientation médicale individuelle, ainsi que des séances d'examen médicaux préliminaires, supervisés par des médecins généralistes et des spécialistes afin d'orienter les citoyens et de leur fournir des conseils appropriés". Les activités programmées incluent également "la distribution de brochures et de contenus numériques contenant des informations simplifiées sur la maladie et mettant l'accent sur l'importance du dépistage précoce, ainsi que l'animation de campagnes de proximité au sein des établissements et administrations pour renforcer la communication directe avec les citoyens, en coordination avec les structures sanitaires affiliées à la Caisse", conclut le communiqué.

TIPASA

Lancement de la campagne labours-semailles 2025/2026

Une superficie globale de plus de 7.030 hectares est affectée à la céréaliculture, à Tipasa, au titre de la campagne labours-semailles 2025/2026, lancée lundi, a-t-on appris de la direction des services agricoles de la wilaya.

Une surface de 5.500 hectares, de cette superficie ciblée, est affectée au blé dur, contre 2.200 hectares réservés aux semences, 900 hectares à l'orge et 600 hectares au blé tendre, a indiqué le directeur des services agricoles, Lotfi Mohamedi, en marge du lancement officiel de l'opération par le wali Mohamed Amine Benchaoulia, à partir de la ferme pilote Fekairi de Hadjout.

"Toutes les dispositions ont été prises pour assurer le bon déroulement de la campagne en coordination avec l'ensemble des organismes concernés", a-t-il précisé.

La Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) a fourni aux agriculteurs plus de 55.000 qx de semences et plus de 16.000 qx d'engrais, dans le cadre des efforts de l'Etat visant à les accompagner et à soutenir les cultures stratégiques, selon la même source.

A cette occasion, le wali a appelé les responsables du secteur agricole à élargir les superficies dédiées à la filière céréalière et à renforcer les capacités d'irrigation afin d'augmenter les superficies irriguées, actuellement limitée à 32.000 hectares.

Lors de la campagne agricole écoulée, la wilaya avait consacré 7.026 hectares à la céréaliculture, pour une production de près de 120.000 qx, dont près de 103.000 qx de blé dur.

La wilaya de Tipasa dispose d'une surface agricole globale de plus de 69.000 hectares, dont une superficie agricole utile (SAU) de plus de 59.000 hectares, incluant 32.000 hectares de terres agricoles irriguées, soit un taux de 53 % de la SAU.

BECHAR

Une vingtaine de projets de micro-entreprises validés et financés par la NESDA

Quelque 28 projets de création de micro-entreprises ont été validés et financés par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) à travers la wilaya de Bechar, a-t-on appris, lundi, auprès des responsables locaux de l'agence.

Ces projets, réalisés durant la période allant de janvier 2024 à octobre 2025, concernent des initiatives portées principalement par de jeunes diplômés de l'Université et des centres de formation professionnelle, notamment dans les secteurs de la santé, du sport, de l'aquaculture et des prestations de services, a précisé le responsable de l'antenne locale de la NESDA, Seddiki Ahmed Mahmoud.

Ce dernier s'exprimait en marge du lancement d'une caravane de sensibilisation et d'orientation destinée aux étudiants et stagiaires du secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle porteurs d'idées de projets. Cette caravane, qui sillonna plusieurs facultés de l'Université Tahri-Mohamed de Béchar (UTMB) ainsi que divers Centres et Instituts de formation professionnelle de la wilaya, a vu son coup d'envoi donné par les autorités locales à partir de l'UTMB. Elle vise à faire connaître aux étudiants et stagiaires les différents dispositifs d'accompagnement mis en place pour la création de leurs propres micro-entreprises.

BLIDA

Financement de 46 projets universitaire

Quarante six (46) projets portés par des étudiants ayant bénéficié de formations au Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) de l'Université de Blida 1 ont obtenu un financement au cours des deux dernières années, a-t-on appris lundi auprès du Centre.

Ces microprojets ont été agréés par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) depuis la création du CDE il y a deux (2) ans, a indiqué la directrice du Centre, Gasmia Lahcham, en marge du lancement de la Semaine de l'entrepreneuriat (17-23 novembre).

Elle a ajouté que 11 autres porteurs de projets ont eu recours à l'autofinancement ou à d'autres dispositifs, dont le microcrédit, portant à 57 le nombre total de projets créés.

Ces projets concernent divers domaines,

notamment la médecine et la pharmacie (création de cliniques et laboratoires d'analyses), ainsi que les industries lourdes, la mécanique, l'électronique, la chimie, l'agroalimentaire et l'agriculture. Mme Lahcham a rappelé que les porteurs de projets ont suivi des sessions de formation portant sur le développement d'idées, le marketing et la comptabilité, encadrés par des enseignants spécialistes et des représentants de NESDA.

Depuis sa création, le CDE de l'Université de Blida 1 a organisé 16 sessions de formation au profit de près de 400 por-

teurs de projets.

A noter, le programme de la Semaine de l'entrepreneuriat prévoit plusieurs conférences destinées à sensibiliser les étudiants à l'esprit entrepreneurial, en abordant notamment la protection des idées innovantes, l'entrepreneuriat innovant et la présentation des structures d'appui à la micro entreprise et aux startups. L'événement sera clôturé par la signature de conventions avec des partenaires industriels, dans l'optique de renforcer l'ouverture de l'université sur son environnement économique

BOUIRA

Raccordement de près de 1700 nouveaux logements aux réseaux d'électricité et du gaz

Près de 1700 logements, nouvellement réalisés, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et du gaz à travers 27 communes de la wilaya de Bouira, depuis janvier dernier à ce jour, a-t-on appris lundi auprès des services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Inscrits et réalisés dans le cadre de l'accompagnement du secteur de l'habitat en matière d'alimentation en électricité et en gaz des différentes formules de logements, ces projets ont porté sur le raccordement aux réseaux énergétiques de 1698 nouveaux logements, selon les détails fournis par la même source.

Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour réaliser les travaux de raccordement à travers 27 communes, est-il relevé. L'enveloppe financière allouée à ces projets est de l'ordre de 101 millions de dinars, avec une participation de la direction de distribution à hauteur de 25 millions de dinars, a précisé la même source.

En 2024, le nombre de logements raccordés aux réseaux électriques et gaziers à Bouira était de 2131 unités, rappelle-t-on.

Le taux de couverture en matière de gaz et d'électricité a dépassé actuellement les 95 % dans la wilaya de Bouira, selon la même source.

MOSTAGANEM

Création prochaine de deux centres avancés de la Protection civile dans les communes de Fornaka et Benabdelmalek Ramdane

Les autorités de la wilaya de Mostaganem ont annoncé la création de deux centres avancés de la Protection civile dans les communes de Fornaka et Ben Abdelmalek Ramdane, destinés à la veille, à l'intervention et à la gestion des grandes catastrophes, selon un communiqué publié lundi par les services de la wilaya.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé dimanche une réunion du Conseil exécutif consacrée à l'examen de la gestion des biens publics au niveau des collectivités locales, ainsi qu'à l'étude des mesures de prévention contre les grands risques, notamment les inondations et les perturbations météorologiques.

Au cours de cette réunion, le directeur de wilaya de la Protection civile a présenté un exposé détaillé sur les mesures préventives adoptées pour faire face aux inondations et aux effets des pluies, incluant l'identification des zones exposées à ces risques exceptionnels, ainsi que les moyens humains, matériels et techniques mobilisés pour l'intervention et la gestion des catastrophes.

L'exposé a également porté sur les sites d'hébergement temporaire et le stock de sécurité destiné à la protection des personnes et des biens.

Le wali a proposé la création de deux centres avancés : l'un à l'est de la wilaya (commune de

Benabdelmalek Ramdane) et l'autre à l'ouest (zone de l'Oued El-Mactaâ, commune de Fornaka), qui seront équipés et dotés de stocks de sécurité, intégrant les moyens nécessaires aux interventions d'urgence.

Ahmed Boudouh a appelé à l'implication de tous les acteurs concernés pour la mise en service rapide de ces centres et a donné des instructions concernant la propreté de l'environnement, le curage des oueds, la lutte contre les dépôts sauvages de déchets inertes et le nettoyage régulier des canalisations et avaloirs, tout en définissant des points de référence dans chaque collectivité locale.

TIARET

Lancement des travaux de raccordement d'environ 200 foyers au réseau du gaz naturel

Les travaux de raccordement de 199 foyers au réseau du gaz naturel ont été lancés lundi dans deux zones éloignées relevant des communes de Oued Lilli et Mellakou (wilaya de Tiaret), a indiqué la directrice de l'Energie et des Mines, Khadidja Seghir.

Lors d'un exposé présenté devant le wali de Tiaret, Saïd Khalil, à l'occasion du lancement officiel du projet d'alimentation en gaz de la zone de Ben Wassil à Oued Lilli, Mme Seghir a précisé que ces deux projets s'inscrivent dans le cadre du programme du Fonds de garantie et de solidarité des collecti-

vités locales pour l'année 2025.

Ce programme vise à alimenter sept zones éparses réparties sur six communes des wilayas de Tiaret et de Ksar Chellala, au profit de 668 familles, pour un montant global de 67,8 millions de dinars.

De son côté, le directeur de distribution Sonelgaz-Tiaret, Lazreg Ben Maâzouza, a expliqué que le premier projet concerne l'alimentation de 55 foyers (275 habitants) en gaz naturel dans la zone de Ben Wassil, à Oued Lilli, à travers le déploiement d'un réseau de distribution long de 4,4 km, pour une enveloppe de 9,7 millions de dinars.

Le second projet porte sur le raccordement du regroupement d'habitat de Sidi Ouadhah, dans la commune de Mellakou, situé sur la RN14. Il profitera à 144 habitations (720 habitants) ainsi qu'à une école primaire, pour un montant de 17,1 millions de dinars. M. Khalil, a instruit les entreprises chargées de la réalisation de réduire la durée d'exécution des deux projets, fixée initialement à deux mois, compte tenu de l'expérience acquise dans ce type d'opérations, afin d'assurer la chaufferie à l'approche de la saison hivernale.

COP30

La transition écologique et la bioéconomie doivent être vues comme un atout de souveraineté européenne

Contrairement aux déclarations politiques tonitruantes de Donald Trump, les Etats-Unis continuent d'investir très massivement dans la transition écologique, tandis que la Chine maintient le cap résolu des plans quinquennaux successifs qui ont fait de la transition le fer de lance de la domination industrielle chinoise.

Par Bernard Chaud, président de l'Association Chimie du Végétal (ACDV) et Michel Mangion, président de Bioeconomy for change (*)

A lors que se tient la COP 30 au Brésil, l'Europe et la France courent le risque de perdre la maîtrise de leur destin, tout particulièrement dans ces filières stratégiques, non pas par manque d'idées, mais par manque d'investissements, de coordination des politiques publiques et de vision industrielle à long terme. Cette prise de retard n'est pas une fatalité, mais elle exige un rapide changement d'échelle. Depuis le début des années 2010, la Chine a profondément réorienté son modèle énergétique. Alors que le charbon représentait encore 70% de sa consommation en 2010, il ne pèse plus que 58% en 2024. Bien que ce chiffre demeure important, il souligne une véritable détermination de la Chine à évoluer vers des énergies plus vertes. Ainsi, 80% de la hausse de la demande d'électricité chinoise est désormais couverte par les énergies dites « propres ». Dans une note de l'Institut Montaigne publiée en juillet 2025, Joseph Dellatte souligne que c'est à tort que l'on croit que la domination de la Chine est liée à la richesse de ses sols. Ce basculement est le fruit d'une stratégie industrielle de long terme, cohérente et soutenue par l'État. Le plan Made in China 2025 a fixé des objectifs clairs : sécuriser la chaîne de valeur, de l'extraction des matières premières au raffinage, en passant par la transformation et la production. En conséquence, la Chine contrôle aujourd'hui 80% de la capacité mondiale de production de panneaux solaires, 60% pour les éoliennes, 70% du marché des batteries et construit la moitié des réacteurs nucléaires en chantier sur la planète. La Chine apparaît donc aujourd'hui comme la première super-puissance industrielle verte. Malgré les déclarations de Donald Trump sur l'environnement, les Etats-Unis demeurent un concurrent de l'Europe. La puissance industrielle de demain sera écologique. Pékin l'a compris, Washington aussi. Avec l'Inflation Reduction Act (IRA), adopté sous Joe Biden mais toujours en vigueur malgré les ajustements du OBBB, les Etats-Unis ont engagé un plan massif de réindustrialisation verte, mobilisant à ce jour plus de 370 milliards de dollars. La victoire de Trump en 2024 et son dédain pour le multilatéralisme (les Etats-Unis n'envoient aucun représentant de haut



niveau à la COP 30) ne doit pourtant pas être interprétée comme la fin des investissements verts aux Etats-Unis. La bioéconomie étatsunienne bénéficie toujours du programme BioPreferred qui introduit des obligations d'achat de produits biosourcés depuis 2002 afin de stimuler la demande. Ces mesures d'obligations d'achat et des crédits d'impôt persistent. Ainsi, au premier trimestre de 2025, les investissements dans l'énergie propre et les transports aux Etats-Unis ont totalisé 67,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,9% par rapport à la même période en 2024, des montants très largement supérieurs à ceux mesurés en Europe.

La France et l'Europe peuvent et doivent rattraper leur retard

L'Europe avance encore trop timidement, prisonnière d'une orthodoxie budgétaire qui entrave sa capacité d'investissement. Pourtant, la France et l'Union européenne disposent d'atouts pour (re)devenir des puissances industrielles durables avec un tissu de recherche d'excellence, des compétences technologiques, et un vaste marché intérieur. Ce qui manque, c'est la cohérence et la volonté politique d'en faire une stratégie de puissance. Le Haut Conseil pour le Climat l'a rappelé en septembre 2024 et la COP le répètera à nouveau : notre trajectoire n'est pas à la hauteur des objectifs que nous nous sommes fixés. Nos politiques pu-

bliques souffrent d'un sous-investissement chronique et d'une fragmentation institutionnelle qui dilue l'effort collectif.

L'Europe tergiverse sans fin sur des réformes de ses réformes au lieu de tenir un cap de politique publique et d'y mettre des moyens suffisants. L'exemple chinois ne repose pourtant pas seulement sur un avantage géologique ou une main d'œuvre meilleur marché, mais sur une politique publique cohérente et planifiée, fondée sur le soutien à la production et la maîtrise de la chaîne de valeur, et surtout sur la constance et la persistance de l'action publique comme privée. Dans le monde de 2025, hésiter c'est déjà être en retard. En Europe, le cadre réglementaire reste peu propice à l'extraction et au raffinage en raison d'une trop grande complexité administrative et d'oppositions locales systématiques. En conséquence, nos ressources, comme le lithium ou les terres rares, dorment dans notre sous-sol.

Des mesures à adopter sans tarder

Il est temps d'adopter une stratégie offensive. L'Europe doit, comme l'a proposé l'Institut Montaigne, conditionner l'accès à son marché unique à une implantation locale des chaînes de valeur des technologies propres et à des transferts de technologie.

L'investissement public doit par ailleurs être accompagné de mesures qui créent

une demande structurante. Comme aux Etats-Unis, la commande publique peut devenir un moteur de marché en orientant les achats vers des produits biosourcés. Par ailleurs, des organismes compétents doivent être chargés de coordonner les incitations, comme le font les pôles de compétitivité français ; malheureusement, ce modèle souffre, au plus mauvais moment, d'une désaffection de l'Etat.

Le 25 novembre 2025 la Commission publie sa stratégie pour la bioéconomie. Les bases fixées sont pertinentes, mais sans investissements massifs l'Europe ne pourra pas rattraper son retard. La bioéconomie est une opportunité historique pour répondre aux enjeux de transition écologique, en réconciliant souveraineté, innovation et développement économique. Si nous laissons d'autres écrire cette histoire à notre place, nous en serons, comme pour l'informatique, les spectateurs captifs, non les acteurs.

(*) Michel Mangion, Président de Bioeconomy for Change (B4C), pôle de compétitivité de référence des secteurs de la bioéconomie et directeur de la performance chez Cristal Union. Bernard Chaud, Président de l'Association Chimie du Végétal (ACDV) qui représente les acteurs de la chimie biosourcée et directeur de la stratégie industrielle chez Global Bioenergies

Source : La Tribune . fr ; publié le 16/11/2025

BUDGET 2026 TUNISIE Les vérités choc du Parlement sur le transport tunisien

La séance générale conjointe entre l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts a repris ses travaux lundi 17 novembre 2025, consacrant une large partie de ses débats à la mission du transport dans le cadre du projet de budget de l'État pour l'année 2026.

La réunion s'est tenue en présence du président de l'ARP, Brahim Bouderbala, du président du Conseil national des régions et des districts, Imed Derbeli, ainsi que du ministre du Transport, Rachid Amri, accompagné de son équipe.

Un secteur « épuisé » au centre des préoccupations

En ouvrant les travaux, Brahim Bouderbala a dressé un tableau sans concession de la situation actuelle du transport en Tunisie. Selon lui, le secteur « vit une crise profonde » en raison de problèmes structurels accumulés, d'un manque d'entretien, de politiques publiques inefficaces et d'une gouvernance déficiente.

Le président de l'ARP a rappelé que la dégradation du transport public a eu des effets immédiats sur la vie quotidienne des citoyens, causant retards, insécurité et surcharge, tout en ralentissant le développement économique national. Il a également pointé l'impact du vieillissement des flottes terrestres, aériennes et maritimes, de l'absence d'investissements stratégiques et de la corruption qui a touché certains segments du secteur. Bouderbala a appelé à une « vision stratégique globale » pour reconstruire un système de transport performant, moderne et accessible, soulignant que cette réhabilitation est devenue « une obligation nationale ».

Un débat dense sur les priorités régionales

Les interventions des membres des deux conseils ont mis en lumière la frustration grandissante des citoyens face à la dégradation du service public de transport. Les griefs les plus récurrents ont porté sur la suppression de certaines lignes, notamment celles réservées aux élèves ; l'absence de dessertes dans plusieurs zones rurales ou enclavées ; la vétusté des flottes et le manque d'entretien ;

l'insécurité croissante dans les taxis et l'absence de sanctions ; la lenteur du transport ferroviaire et la fermeture de plusieurs lignes ; les retards à répétition des vols et la saturation des aéroports, surtout Tunis-Carthage ; la nécessité d'accélérer la transition énergétique (gaz de pétrole liquéfié, voitures électriques) ; les difficultés rencontrées par les ports, notamment le sous-usage de certains terminaux.

Parmi les recommandations les plus insistantes figuraient : le renforcement du transport scolaire, la révision des recrutements au sein des sociétés régionales de transport, la redistribution équitable des nouveaux bus, la digitalisation des billets d'avion, l'amélioration de la sécurité des chauffeurs de taxi, ainsi que la révision du cadre législatif régissant le transport.

POUR CAPTER LES FLUX DE CAPITAUX ENTRE LE GOLFE ET L'AFRIQUE Standard Bank s'implante en Egypte

Le bureau de représentation devrait servir de pont entre l'Afrique subsaharienne et les pays du Moyen-Orient, dont l'engagement économique sur le continent ne cesse de croître.



Le groupe bancaire sud-africain Standard Bank a inauguré, le mercredi 12 novembre, un bureau en Égypte pour tirer parti des flux de capitaux et des échanges commerciaux croissants entre l'Afrique et les pays du Moyen-Orient. « Il devenait évident que l'Égypte joue un rôle crucial en tant que trait d'union entre le Golfe et le continent africain. Nous avons besoin de plus que des services bancaires itinérants. Il nous faut une base en Égypte et une collaboration avec nos collègues de Dubaï pour mieux servir nos clients », a déclaré le directeur général du groupe, Sim Tshabalala, lors de la cérémonie d'inauguration du bureau, tenue près des pyramides de Gizeh. Et d'ajouter : « Notre nouveau bureau de représentation servira de relais pour mettre en relation les entreprises, les investisseurs et les mul-

tinationales avec les opportunités offertes par Standard Bank dans 21 pays d'Afrique ». Le responsable de Standard Bank pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Rassem Zok, a expliqué de son côté que l'Égypte constituait l'un des sommets d'un « triangle reliant la région du Golfe à l'Afrique subsaharienne », rappelant que le groupe est présent depuis deux décennies dans le centre financier de Dubaï aux Émirats arabes unis. M. Tshabalala a d'autre part souligné que la reprise économique en Égypte et l'augmentation des échanges intra-africains stimuleront de nouvelles activités, indiquant que la banque a constaté « une intensification des mouvements de clients, de capitaux et de marchandises entre l'Égypte et l'Afrique ».

Standard Bank ne devrait pas se limiter à

l'ouverture d'un bureau de représentation dans le pays le plus peuplé du monde arabe. En avril 2024, la première banque africaine par le volume de ses actifs a déposé une demande de licence bancaire complète auprès des autorités égyptiennes, en vue de développer des activités bancaires couvrant la collecte des dépôts, l'octroi de prêts aux entreprises et aux particuliers et le financement des projets dans différents secteurs d'activité économique. Fondé en 1862 en Afrique du Sud, Standard Bank dispose de filiales dans 21 marchés africains, dont le Nigeria, la Côte d'Ivoire, la RD Congo, le Ghana et la Zambie. Le groupe coté sur la Bourse de Johannesburg en Afrique du Sud et la Bourse de Namibie est également présent dans quatre centres financiers internationaux : Dubaï, New York, Londres et Pékin.

ARABIE SAOUDITE

Investissements dans le gaz

Non loin d'Abou Dabi, le port de Khalifa tente de se hisser au rang de centre névralgique du commerce gazier dans la région. En novembre 2025, AD Ports et l'allemand Nimex ont annoncé investir 1 Md USD pour ériger deux hubs de stockage et soutage de GNL et GPL.

Avec une capacité totale de 680k m3, ce projet, qui devrait entrer en service en 2028, est une illustration parmi tant d'autres d'un mouvement plus large : la mutation accélérée

des monarchies du Golfe vers le gaz naturel.

Pour Riyad, le gaz est d'abord un vecteur d'optimisation et de valorisation des exportations d'hydrocarbures. Le Royaume reste le premier consommateur mondial de pétrole pour la production d'électricité, brûlant près de 1 M bpj de brut dans ses centrales. Cette utilisation sous-optimale de pétrole (environ 43% du mix électrique, le reste étant alimenté au gaz) réduit d'autant les volumes de brut exportables, en sa-

chant que les quotas OPEP ne concernent que la production, pas les volumes d'exportation. Un gain d'1 M bpj dans les exportations équivaut à environ 10 % des volumes d'export brut saoudiens. Consciente de ces enjeux, l'Arabie saoudite investit dans le gaz via des projets massifs tels que Jafurah, à l'est du pays, à quelques kilomètres du Qatar. Avec plus de 229 Tcf de réserves et près de 75 Mds de barils de condensats associés, il mobilise à lui seul 100 Mds USD d'invest-

tissement. Sa montée en puissance – jusqu'à 2 Gpi³/j en 2030 – générerait 630k bpj de condensats. Toute surproduction gazière potentielle pourrait être orientée vers l'export, mais le cœur de la démarche saoudienne reste domestique : substituer du gaz au pétrole dans la génération électrique afin d'optimiser son positionnement de grand exportateur de brut, et par la même occasion réduire les émissions de CO2 aux bornes du royaume.

GREEN SOLUTIONS AWARD (COP 30)

La Mauritanie récompensée

Remise à monsieur Ba Moussa au nom du lauréat, la distinction valorise l'expertise mauritanienne en écoconstruction et renforce l'engagement du pays pour un habitat durable, résilient et respectueux de l'environnement.

La Mauritanie a remporté le Green Solutions Award – Zone Climat Pays Chaud –, lors de la COP30 à Belém, pour son projet « Habitat bioclimatique à Nouakchott ».

Porté par l'entreprise HABIDEM, le projet mise sur des matériaux locaux et écologiques pour assurer confort ther-

mique, protection contre l'humidité et séquestration du carbone. Le projet mauritanien se distingue par l'utilisation de matériaux locaux biosourcés tels que la paille de typha et la balle de riz, ainsi que de matériaux géosourcés comme l'argile et les pierres naturelles. Cette approche assure un confort thermique adapté au climat chaud, protège les constructions contre l'humidité du sol et contribue à la séquestration du carbone grâce à des ressources renouvelables et écologiques.

Organisé par Construction 21, en partenariat avec le Ministère français de la

Transition écologique, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et la Global Alliance for Buildings and Construction (Global ABC), le Green Solutions Award met chaque année en lumière des initiatives innovantes contribuant à la lutte contre le changement climatique dans le secteur du bâtiment durable. Remise à monsieur Ba Moussa au nom du lauréat, la distinction valorise l'expertise mauritanienne en écoconstruction et renforce l'engagement du pays pour un habitat durable, résilient et respectueux de l'environnement.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'Afrique subsaharienne n'a capté que 2,3 % des investissements mondiaux en 2024

Année après année, la part de l'Afrique subsaharienne dans les financements mondiaux destinés aux énergies renouvelables reste marginale et en deçà de ses besoins. La région abrite pourtant environ 16 % de la population mondiale, avec des besoins énergétiques croissants.

En 2024, l'Afrique subsaharienne n'a capté que 2,3 % des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables. Dans une région où 590 millions de personnes restent sans électricité, l'écart entre le flux d'investissements et les besoins demeure ainsi important. C'est ce que constate le rapport « Global landscape of energy transition finance 2025 » publié en novembre par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), qui indique que les investissements dans le renouvelable dans la région sont passés de 14 milliards USD en moyenne entre 2022 et 2023 à seulement 18 milliards USD en 2024.

Ce niveau d'investissement demeure insuffisant malgré un potentiel énergétique important et des besoins urgents. Un statu-quo qui s'explique en partie par des coûts de finance-

ment élevés, l'insuffisance des réseaux de distribution et la fragilité financière de nombreuses compagnies publiques. Le document souligne aussi le contraste entre ce déficit d'investissement et des ambitions élevées. Sur la base de leurs contributions déterminées publiées, les pays d'Afrique subsaharienne prévoient en effet d'installer au moins 120 GW de capacités renouvelables supplémentaires d'ici 2035.

Environ 61 % de cet objectif dépend de financements extérieurs, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des compétences. Les besoins rien que pour les technologies nécessaires sont estimés dans le rapport à 129 milliards USD, dont 77 milliards devraient provenir de sources internationales.

Dans le monde, les investissements mon-

diaux dans le renouvelable ont atteint 807 milliards USD en 2024, en hausse 22 % par rapport à la moyenne annuelle de 2022-2023. Malgré cette dynamique, les volumes restent insuffisants pour tripler la capacité globale d'ici 2030 selon l'IRENA. Le solaire photovoltaïque est la seule technologie dont la valeur des investissements se rapproche des besoins identifiés dans le scénario 1,5 °C, grâce à la baisse continue des coûts et au soutien politique observé dans de nombreux pays.

Alors que la COP30 se déroule au Brésil, il est plus que jamais temps pour l'Afrique subsaharienne de parler d'une seule voix pour défendre ses intérêts et sécuriser des financements à long terme, indispensables pour atteindre ses objectifs énergétiques.

600 MILLIARDS \$ DE PERTES AGRICOLES EN 30 ANS

L'Afrique paie un lourd tribut aux chocs climatiques

611 milliards USD. C'est la valeur totale de la production agricole perdue par le continent africain entre 1991 et 2023 en raison des catastrophes naturelles et aléas climatiques, selon un nouveau rapport de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) publié le vendredi 14 novembre. Intitulé « L'Impact des catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire 2025 - Des solutions numériques pour réduire les risques et les impacts », le document évalue cette enveloppe à 7,4 % du PIB agricole de la région, soit la part la plus importante au monde. Par comparaison, l'Amérique a enregistré une perte équivalente à 5,2 %

de son PIB agricole, l'Océanie 4,2 % et l'Europe 3,6 %. A l'échelle globale, les pertes totales ont été estimées à 3260 milliards USD sur la période, soit 4 % du PIB agricole mondial. L'Asie est la zone qui accuse la plus lourde perte en valeur absolue, avec 1530 milliards USD. Par ailleurs, les céréales ainsi que les fruits et légumes sont les denrées les plus touchées à l'échelle mondiale, avec respectivement 4,6 milliards et 2,8 milliards de tonnes perdues, alors que les inondations, les tempêtes et les sécheresses, ainsi que les températures extrêmes sont les aléas climatiques les plus destructeurs. L'Afrique de l'Ouest, sous-région la

plus vulnérable au monde. Si l'Afrique est la région la plus lourdement touchée en valeur relative sur le globe, toutes ses sous-régions ne sont pas logées à la même enseigne. Selon la FAO, l'Afrique de l'Ouest est la zone la plus vulnérable au monde, avec une perte équivalente à 13,4 % de son PIB agricole. « Ce chiffre représente un fardeau économique exceptionnellement lourd, reflétant à la fois la forte exposition de la sous-région aux catastrophes climatiques et sa capacité d'adaptation limitée », indique les auteurs. Viennent ensuite, l'Afrique australe (7,6 %) et l'Afrique de l'Est (5,8 %). Selon la FAO, la sécheresse inédite

liée à l'épisode El Niño de 2023 a affecté plus de 20 millions de personnes au Zimbabwe, en Zambie et au Malawi. « Le début de l'année 2023 a été marqué par la poursuite de la grave sécheresse qui sévit depuis plusieurs années dans la Corne de l'Afrique, touchant plus de 36 millions de personnes. En Somalie, en Éthiopie et au Kenya, la succession de saisons des pluies insuffisantes a entraîné la mort de plus de 13 millions de têtes de bétail », explique le rapport. L'Afrique du Nord est la zone la moins touchée du continent avec moins de 2 % du PIB agricole perdu.

MOZAMBIQUE

La filière sésame se renforce avec une unité de 30 millions \$

Le Mozambique est le 5ème exportateur africain de sésame derrière le Nigeria, le Soudan, la Tanzanie et l'Éthiopie. Alors que la matière première est principalement expédiée sous forme brute, le gouvernement encourage les investissements du secteur privé sur le segment de la transformation.

Au Mozambique, le président Daniel Chapo a inauguré le jeudi 13 novembre dernier une unité de décorticage et de transformation de sésame ba-

sée à Nhamayabuè, dans la province de Sofala, selon les informations relayées par le média local Club of Mozambique. D'un coût total estimé à 30 millions \$, cette infrastructure est l'œuvre de l'entreprise singapourienne Robust International, opérant dans le négoce et la transformation des matières premières agricoles. Dotée d'une capacité de traitement de 20000 tonnes de graines de sésame par an, l'unité qui mise sur l'approvisionnement local pour assurer ses be-

soins en matières premières, constitue également un débouché d'écoulement pour près de 35000 petits exploitants agricoles de la région. Selon les données officielles, la province de Sofala figure parmi les principaux bassins de production du pays concentrant environ 25 % de la récolte nationale de sésame qui s'élève à près de 200000 tonnes par an. Alors que la production de l'unité de Robust International est orientée vers l'exportation, cet investissement per-

mettra également de soutenir la dynamique de croissance observée ces dernières années. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent en effet que les expéditions mozambicaines de sésame ont plus que doublé, passant de 53043 tonnes en 2020 à 114000 tonnes en 2024. Parallèlement, les recettes d'exportation générées par la filière ont plus que triplé, passant de 69,2 millions \$ à 223,2 millions \$ sur la même période.

KENYA

Proparco investit dans le parc éolien Kipeto, d'une capacité de 100 MW

Porté par la géothermie et l'hydroélectricité, le mix électrique du Kenya accorde une place croissante à l'éolien, qui comptait pour 14 % de la production en 2023. Cette nouvelle opération d'investissement vient consolider la progression. Proparco, l'institution française de financement du développement, a annoncé le mercredi 12 novembre un investissement en fonds propres dans le projet éolien de Kipeto, un parc de 100 MW situé dans le comté de Kajiado au Kenya. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué. Proparco précise que

l'investissement est réalisé aux côtés du Meridiam Infrastructure Africa Fund II, un fonds géré par le spécialiste du développement et du financement d'infrastructures Meridiam, qui détient la majorité du capital de Kipeto depuis 2023. Kipeto, composé de 60 turbines General Electric (GE) et produisant environ 432 GWh par an, vend son énergie à Kenya Power and Lighting Company (KPLC) dans le cadre d'un contrat d'achat de 20 ans signé en 2016. Le parc fournit l'équivalent de la consommation d'environ 250 000 foyers et permet d'éviter plus de 200

000 tonnes de CO₂ par an. « En investissant dans la deuxième plus grande centrale éolienne du Kenya, et en tant que premier partenaire bilatéral du pays pour la fourniture d'énergie, la France réaffirme son engagement à contribuer à l'objectif du Kenya d'une production d'électricité 100 % renouvelable et d'un accès universel d'ici 2030 », a déclaré M. Arnaud Suquet, ambassadeur de France au Kenya. Le projet a été initié en 2008 par le développeur kényan Craftskills. L'ensemble du parc, incluant une ligne d'évacuation de

17 kilomètres, a été construit en 24 mois. Meridiam a finalisé en décembre 2023 l'acquisition de 88 % du capital auprès d'Actis, Craftskills conservant 12 %. Pour Proparco, l'investissement s'inscrit dans une activité africaine soutenue. Son bilan 2024 fait état de 1 284 millions d'euros engagés sur le continent, soit 47 % de ses projets annuels. Son entrée au capital renforce la structure financière de Kipeto, alors que le Kenya poursuit son objectif d'un approvisionnement électrique dominé par les sources renouvelables.

AVEC DEUX EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Le Bénin revient sur le marché régional

D'un total d'environ 177 millions \$, ces fonds devaient servir à soutenir le financement des investissements prévus dans le budget 2025.

Le Bénin vient de lancer deux nouveaux emprunts obligataires sur le marché financier régional de l'UEMOA afin de lever 100 milliards de francs CFA (176,7 millions \$) pour financer les investissements inscrits au budget 2025.

Les émissions portent sur deux maturités : « TPBJ 6% 2025-2032 », d'un montant indicatif de 70 milliards de FCFA sur sept ans, et « TPBJ 6,15% 2025-2035 », d'un montant de 30 milliards FCFA sur dix ans. Chaque obligation est proposée au prix d'émission de 10 000 FCFA, pour un total de 10 millions de titres.

Les taux d'intérêt servis sont fixés à 6% par an pour la tranche à sept ans et 6,15% pour celle à dix ans. Les souscriptions sont ouvertes du 10 au 28 novembre 2025, avec possibilité de clôture anticipée en cas de dépassement du montant recherché. Le gouvernement béninois, peu présent sur le marché régional au cours des deux dernières années, y fait son retour, notamment sur le segment des émissions par syndication, qu'il n'avait plus sollicité depuis longtemps. Sur le compartiment des adjudications, le pays s'est montré tout aussi discret, privilégiant ces dernières années les marchés internationaux et les financements concessionnels (de maturité longue). À l'inverse, plusieurs États de la zone ont fortement intensifié leurs émissions en 2025, atteignant des volumes inédits. En début d'année, Cotonou avait mobilisé plus de 1 milliard \$ sur les marchés internationaux pour sécuriser l'exercice budgétaire, alors que le pays accélère la mise en œuvre de son ambition d'infrastructures, de modernisation économique et d'amélioration de l'accès aux services. La croissance est attendue à 7% cette année, selon les prévisions du FMI.

ASIE

Les Bourses sur la défensive

Les marchés asiatiques sont sur la défensive mardi, les investisseurs désireux d'éviter toute prise de risque avant les résultats du géant Nvidia qui permettront de prendre le pouls du secteur de l'IA, et des chiffres de l'emploi américain.

La Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei reculait de 1,77% à 49.432,56 points à la mi-séance, et l'indice élargi Topix de 1,48% à 3.297,96 points. La Bourse de Séoul perdait 1,8%, Taipei 1% et Sydney 1,6%. L'indice hongkongais Hang Seng reculait de 0,9%. Les places asiatiques imitent ainsi la tendance de la veille à Wall Street, in-

quiète de l'essor fulgurant des valorisations du secteur de l'intelligence artificielle (IA) et en attente d'éléments concrets pour en éprouver la solidité. Les marchés guettent également le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis pour septembre, attendu jeudi, qui fournira de précieuses indications sur la marche de l'économie américaine aux traders sevrés de données ces dernières se-

maines en raison de la fermeture des services publics ("shutdown") américains. Sur le marché des changes, le yen replongeait sous la barre des 155 yens pour un dollar (155,19 yens vers 02H30 GMT) en raison d'un éventail d'incertitudes sur l'économie japonaise. Les observateurs attendent d'une part des détails sur un plan de relance économique massif de 17.000 milliards de yens (94,5 milliards d'euros), qui selon les médias nippons pourrait être an-

noncé dès cette semaine par la Première ministre Sanae Takaichi. Mme Takaichi, qui avait exprimé par le passé son attachement à l'assouplissement monétaire longtemps pratiqué par la Banque du Japon (BoJ), doit aussi rencontrer mardi le gouverneur de l'institution Kazuo Ueda. Le bitcoin, en pleine chute depuis la fin de la semaine dernière, tombait mardi au plus bas depuis avril, à 91.200 dollars.

CÉRÉALES

Les cours du blé en hausse

Le prix du blé est à son plus haut niveau depuis l'été. Les tensions extrêmes au Proche-Orient et des risques climatiques, notamment en Russie, ont entraîné en effet une brusque hausse des cours des céréales sur les marchés mondiaux. «Le marché des grains est entré en effervescence», selon un analyste spécialiste des céréales, repris par l'AFP. Hier, la céréale du pain, selon la même source, s'échangeait à plus de 230 euros la tonne sur l'échéance de décembre, la plus rapprochée, une première depuis plus de deux mois sur le marché européen. Idem pour le maïs, qui grimpeait aussi, au plus haut depuis la fin juin. Un rapport trimestriel du ministère américain de l'Agriculture (USDA) sur les stocks a fait état de réserves américaines de grain jaune moindres que prévu, même si elles restent en hausse de 29% par rapport à l'an dernier. Cette brusque hausse des cours des céréales

est due, affirment les observateurs, à un cocktail de risques climatiques, de l'Australie à la Russie, et une montée des tensions au Proche-Orient. L'attaque par missiles de l'Iran sur Israël a ravivé les craintes d'embrasement du Moyen-Orient. Mais surtout, «c'est la déclaration de l'état d'urgence pour cause de sécheresse dans la région de Voronej, cinquième région céréalière de Russie, qui inquiète», a-t-il ajouté. La déclaration de l'état d'urgence pour cause de sécheresse dans la région de Voronej, annoncée mardi, permet aux agriculteurs de faire jouer leur assurance et d'être éligibles à des aides publiques, dans une région clé de la culture du blé et de la betterave. Aussi l'inquiétude est-elle nourrie, selon l'AFP, par des baisses d'estimation de production de blé dans l'hémisphère sud, en Australie et en Argentine, notamment pour cause de temps trop sec.

PRIX DE L'ACIER ET DES MÉTAUX

Croissance modérée à l'horizon de 2027

En dépit d'une conjoncture morose, les cours des métaux industriels n'ont pas reculé cette année, à l'exception du minerai de fer et du nickel. Les prix de l'aluminium, de l'acier et du cuivre devraient même terminer 2025 en hausse, soutenus par la demande des importateurs américains soucieux de stocker avant l'entrée en vigueur des hausses de droits de douanes. Après ces sursauts temporaires, les cours subiront le contrecoup d'un affaiblissement de la

demande des États-Unis dans le contexte d'une conjoncture mondiale encore morose en 2026. La reprise modérée de la croissance devrait tirer les cours à la hausse en 2027. Cela dit, nous n'attendons pas des taux à deux chiffres car tous les marchés devraient rester dans des situations d'offre excédentaire à cet horizon. En effet, les capacités de production se sont normalisées ces dernières années, après avoir été perturbées par les crises sanitaire et énergétique de 2020-2022.

ETATS-UNIS

Le doute sur les taux de la Fed fait avancer le dollar

Le dollar progressait légèrement lundi, soutenu par les incertitudes quant à la future décision de la Réserve fédérale américaine (Fed), tandis que le bitcoin reculait encore, les investisseurs délaissant cet actif considéré comme risqué. Le billet vert gagnait 0,28% face à la monnaie unique européenne, à 1,1589 dollar pour un euro. Le marché va aussi devoir digérer cette semaine une série d'indicateurs macroécono-

miques américains, dont la publication a été retardée par la fermeture des services publics ("shutdown") aux Etats-Unis du 1er octobre au 12 novembre. Le rapport sur l'emploi en septembre aux Etats-Unis, publié jeudi, sera particulièrement scruté, de même que le compte-rendu ("minutes") de la dernière réunion de politique monétaire de la Fed, attendu mercredi.

ETATS UNIS

Wall Street clôture en baisse

La Bourse de New York a terminé en baisse lundi, crispée par les niveaux élevés de valorisation des grands noms de la tech et de l'intelligence artificielle (IA), alors que le géant des puces Nvidia doit publier ses résultats cette semaine. Le Dow Jones a reculé de 1,18%, l'indice Nasdaq a perdu 0,84% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,91%. Sur le marché obligataire, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'Etat américain évoluait autour de 4,13% vers 21H15 GMT contre 4,15% vendredi en clôture.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BASE		DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.1686	130.1836
1	EUR	EURO		151.0997	151.1432
1	GBP	POUND STERLING		171.4550	171.5199
100	JPY	JAPANESE YEN		84.1426	84.1577
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3215	18.3257
1	CHF	SWISS FRANC		163.9610	164.0625
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.8516	92.8689
1	DKK	DANISH KRONE		20.2383	20.2460
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7810	13.7848
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9009	12.9049
1	AED	UAE DIRHAM		35.4383	35.4444
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7088	34.7147
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.2784	424.4656
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0292	44.4717
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0840	14.0856
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8012	23.9233
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2600	3.2701
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1142	177.1142

AVANT LES INDICATEURS AMÉRICAINS ET NVIDIA

L'Europe en baisse

Les principales Bourses européennes sont orientées à la baisse mardi dans un contexte de prudence sur les nouvelles technologies, l'évolution de l'économie américaine et la trajectoire des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) alors que la publication d'indicateurs outre-Atlantique depuis la fin du "shutdown" se fait attendre. À Paris, le CAC 40 recule de 1,45% à 7.997,62 points vers 08h10 GMT. À Londres, le FTSE 100 cède 0,24% et à Francfort, le Dax abandonne 1,51%.

L'indice EuroStoxx 50 régresse de 1,41% et le FTSEurofirst 300 de 1,24%. Le Stoxx 600 fléchit de 1,25%, l'ensemble de ses grands compartiments étant dans le rouge, avec en premier lieu les ressources de base (+2,78%) et la banque (-2,06%). Les contrats à terme à Wall Street préfigurent un repli de 0,38% pour le Dow Jones, de 0,53% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,65% pour le Nasdaq au lendemain d'une forte baisse. Les investisseurs s'inquiètent du niveau élevé des valorisations de certains actifs financiers

alors que le "shutdown" de l'administration fédérale américaine a gelé pendant 43 jours la publication d'indicateurs officiels qui permettent de prendre le pouls de l'économie et d'anticiper l'évolution des taux directeurs. Les premiers indicateurs officiels depuis la levée la semaine dernière du shutdown pourraient être publiés seulement jeudi avec le rapport mensuel très attendu de l'emploi américain. Sur le front des entreprises, Nvidia, baromètre de la demande dans l'intelligence artificielle et pre-

mière capitalisation boursière mondiale, doit publier ses comptes financiers mercredi, un test pour le marché. Dans les publications du jour en Europe, Crédit Agricole SA cède 1,26% malgré l'annonce par la banque d'un nouvel objectif de bénéfice de plus de 8,5 milliards d'euros pour 2028, supérieur aux attentes. Toujours dans la finance, Amundi recule de 2,32% après l'annonce d'un partenariat avec Intermediate Capital Group (ICG) et la présentation de ses objectifs 2025-2028.

Ailleurs en Europe, Akzonobel perd 3,8% après l'annonce par le fabricant de peinture Dulux de son intention d'acquérir Axalta Coating Systems dans le cadre d'une opération qui donnera naissance à une société combinée d'une valeur d'entreprise de 25 milliards de dollars (21,56 milliards d'euros). ABB chute de 4%, à un creux depuis début septembre, le groupe d'ingénierie suisse ayant maintenu inchangé son nouvel objectif de croissance du chiffre d'affaires à moyen terme par rapport au précédent objectif.

MALAISIE

Renforcement de la montée en gamme dans les semi-conducteurs

Les 5 et 6 novembre 2025, la Malaisie a franchi deux étapes significatives dans le renforcement de son écosystème des semi-conducteurs.

Le 5 novembre, Silicon X, start-up technologique malaisienne, a annoncé la mise sous tension réussie de son premier circuit intégré programmable (FPGA) conçu à Penang, une première en Asie du Sud-Est. Destiné notamment aux systèmes automobiles et aux panneaux LED, ce composant devrait entrer en production au premier semestre 2026 et générer un chiffre d'affaires estimé entre 43,7 et 65,6 M USD sur huit ans. Cette avancée s'inscrit dans le cadre de l'initiative Penang Silicon Design @5KM+, initiée par l'Etat fédéré de Penang et pilotée son agence de promotion des investissements, InvestPenang. Le lendemain, le Premier ministre Anwar Ibrahim a inauguré à Cyberjaya un centre avancé de test de puces, présenté comme le premier de ce type en Asie du Sud-Est. Le pôle est situé au sein du Malaysia Semiconductor IC Design Park 2, un parc technologique soutenu par des partenaires internationaux tels que Arm, Synopsys et AWS. Il accueillera également la future académie malaisienne de semi-conducteurs avancés (ASEM), chargée de former 20 000 ingénieurs en dix ans.

Accélération de la production industrielle en septembre

En septembre 2025, l'indice de production industrielle (IPI) malaisien a progressé de 5,7 % en g.a, après une hausse de 4,8 % en août. Cette accélération est principalement portée par la croissance des secteurs minier (+10,2 %), manufacturier (+5,0 %) et, dans une moindre mesure, de l'électricité (+2,8 %). Dans le secteur manufacturier, la dynamique est tirée par les produits électriques et électroniques (+9,1 %) et les denrées alimentaires (+8,7 %). Les industries tournées vers l'exportation voient leur production augmenter moins rapidement que les industries domestiques (+4,8 % contre +5,3 %). Sur l'ensemble du troisième trimestre 2025, l'IPI enregistre une croissance moyenne de 4,9 % en g.a, confirmant une reprise plus solide de l'activité industrielle par rapport au deuxième trimestre (+2,0 % en g.a). Les instituts de recherche MBSB Research et RHB ont revu à la hausse leur prévision annuelle de crois-

sance pour cet indice (respectivement de 2,0 % à 3,2 % et de 3,2 % à 3,6 %), invoquant un élan soutenu dans les secteurs clés et un environnement commercial plus clair.

Marché du travail stable et dynamique au troisième trimestre 2025

Au troisième trimestre 2025, la population active en Malaisie (17,5 millions) a légèrement augmenté, atteignant 70,9 %, contre 70,8 % au trimestre précédent. L'emploi a cru de 0,7 % sur le trimestre, totalisant 17 millions de travailleurs, tandis que le taux de chômage est resté stable à 3,0 %. L'emploi reste majoritairement concentré sur les travailleurs semi-qualifiés (56,6 %), suivi des travailleurs qualifiés (30,2 %). Bien que les hommes représentent 63,2 % des emplois, les femmes affichent un niveau d'éducation plus élevé : 42,8 % d'entre elles sont diplômées du supérieur, contre 26,4 % chez les hommes. Le niveau de sous-emploi lié aux compétences reste élevé, à 35,5 % parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.

ASIE

Croissance soutenue du commerce en ligne

L'e-commerce d'Asie du Sud-Est devrait croître de 16 % en 2025, porté par la généralisation du vidéo-commerce et par le déploiement de fonctionnalités de recommandation basées sur l'IA, selon le rapport e-Conomy SEA publié par Google, Temasek Holdings et Bain & Co. La valeur brute des marchandises (GMV) du segment atteindrait 181 Md USD, contre 156 Md USD en

2024, tandis que l'ensemble de l'économie numérique régionale progresserait de 15 % à 299 Md USD. Le vidéo-commerce, moins de 5 % du GMV en 2022, pourrait représenter 25 % dès 2025, dynamisant notamment la mode et les accessoires (27 % du GMV de la catégorie) ainsi que les produits de beauté et de soin (21 %). Les plateformes introduisent également l'IA dans l'expérience

d'achat, plus de 60% des consommateurs affirmant que les fonctionnalités basées sur l'IA ont influencé leurs décisions d'achat en ligne. Les autres services numériques maintiennent une trajectoire haussière, avec +14 % pour la livraison de repas (22 Md USD) et +16 % pour les transports (11 Md USD). À l'inverse, le financement des start-up reste faible, avec un fi-

nancement en hausse de 15% mais toujours en-deçà du pic atteint en 2021 et 191 opérations au premier semestre 2025 contre 305 un an plus tôt : ce recul du nombre de transactions est attribué à une volatilité macroéconomique accrue et à une stratégie d'investissement davantage orientée vers les levées de fond « late stage ».

SUÈDE

Inflation stable

Le taux d'inflation annuel de la Suède s'est établi à 0,9% en octobre 2025, inchangé par rapport au mois précédent et confirmant les estimations préliminaires. La lecture est restée bien en dessous de l'objectif de 2% de la Riksbank, les prix ayant baissé pour le logement et les services publics (-1,9% contre -2,3% en septembre), les transports (-0,7% contre 0%) et les communications

(-0,9% contre -0,2%). De plus, l'inflation s'est atténuée pour l'habillement et les chaussures (1,4% contre 1,7%) et les loisirs et la culture (1,9% contre 2,6%). En revanche, les coûts ont augmenté davantage pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées (3,7% contre 3,3%) et les biens et services divers (4,1% contre 3,5%). Sur une base mensuelle, les prix à la consom-

mation ont augmenté de 0,3%, après une lecture stable en septembre. Pendant ce temps, l'IPC avec un taux d'intérêt fixe (CPIF), la mesure d'inflation préférée de la Riksbank, a augmenté de 3,1% en glissement annuel en octobre, au même rythme que lors de la période précédente, marquant toujours le niveau le plus élevé depuis janvier 2024.

INDONÉSIE

Légère hausse du chômage

Le marché du travail indonésien a montré de nouveaux signes de fragilité en août 2025, avec un taux de chômage national en légère hausse à 4,85 % en g.a, contre 4,76 % six mois plus tôt, selon l'Agence de statistiques indonésienne (BPS). Le pays comptait ainsi en août 7,5 millions de chômeurs, dont près d'un tiers en situation de chômage de longue durée. Les jeunes restent les plus touchés, avec un taux de 16,9 % pour les 15-24 ans (16,1 % en février), l'un des plus élevés d'Asie. Si la part de l'emploi formel progresse à 42,2 %, les économistes souli-

gnent que beaucoup de ces postes sont précaires, à temps partiel ou contractuels. Le secteur manufacturier a enregistré près de 700 000 embauches nettes, mais le commerce et l'agriculture ont perdu ensemble près d'un million de salariés.

Les réserves de change de l'Indonésie rebondissent à 149,9 Md USD en octobre

Les réserves de change de l'Indonésie ont augmenté à 149,9 Md USD en octobre 2025, gagnant environ 1,2 Md USD un mois et effaçant la contraction ob-

servée en septembre (148,7 Md USD, plus bas niveau depuis juillet 2024, cf. Brèves semaine 41), selon Bank Indonesia. Ce redressement provient principalement d'entrées de capitaux étrangers liées à l'émission d'obligations libellées en renmibi (Dim Sum Bonds), tandis que la banque centrale poursuivait ses interventions pour stabiliser la roupie, proche de 16 700 IDR/USD. Avec une couverture équivalente à 6,2 mois d'importations, le niveau des réserves reste largement au-dessus du seuil international de trois mois.

CANADA

Le Parlement adopte de justesse le budget

Le gouvernement de Mark Carney a survécu lundi à un vote de confiance avec l'adoption, de justesse, par le Parlement du budget présenté par le Premier ministre pour relancer l'économie du Canada, menacée par les droits de douane américains. L'appui d'une députée de l'opposition soucieuse d'éviter de déclencher des élections anticipées et l'abstention de quatre autres parlementaires ont permis l'adoption du budget et le maintien au pouvoir de Mark Carney. "Il faut maintenant travailler ensemble pour mettre en oeuvre ce plan, afin de protéger nos communautés, d'offrir de nouvelles possibilités aux Canadiens et aux Canadiennes et de bâtir un Canada fort", a déclaré sur X le chef du gouvernement, se félicitant de l'adoption du budget.

ESPAGNE

Une croissance de 2,9% prévue pour 2025

Le ministre espagnol de l'Economie, Carlos Cuerdo, a annoncé lundi la révision à la hausse de la prévision de croissance du Produit intérieur brut (PIB) pour son pays, à 2,9% contre 2,7% auparavant, plus du double de la moyenne attendue pour la zone euro en fin d'année. "Le gouvernement, en s'appuyant sur les dernières données (...), et en ligne avec ce que font d'autres analystes, mettra à jour son tableau macroéconomique pour l'année 2025, en augmentant ses prévisions jusqu'à 2,9%", a déclaré le ministre devant une commission du Congrès des députés. Cette prévision, semblable à celle publiée lundi également par l'Union européenne et mi-octobre par le FMI, confirme le dynamisme de la quatrième économie de la zone euro, tirée par la manne apportée par le tourisme, les investissements en hausse des entreprises, notamment étrangères à Madrid, ainsi que de la consommation des ménages. Elle est surtout bien plus élevée que la croissance économique attendue en 2025 par Bruxelles pour la zone euro (1,3% seulement), dans un contexte délicat pour de nombreux grands pays. Au troisième trimestre, la croissance économique en Espagne avait atteint 0,6%, selon l'Institut national de statistiques (INE), après une hausse de 0,8% entre avril et juin et de 0,6% entre janvier et mars.

ÉTATS-UNIS

Un gouverneur de la Fed réclame une nouvelle baisse de taux

Certains responsables de la banque centrale américaine défendent un nouvel allègement du coût du crédit. Vers une nouvelle baisse de taux ? Un des responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed) estime lundi 17 novembre que l'économie se porte moins bien qu'elle n'en a l'air et qu'une troisième baisse des taux d'intérêt d'affilée s'impose. Le gouverneur Christopher Waller a annoncé la couleur dans un discours à Londres : il est « peu probable » qu'il change d'avis « dans les prochaines semaines ». « Une autre baisse (des taux directeurs) est nécessaire », selon lui. Christopher Waller s'est fait remarquer cette année en plaidant dès juin pour une détente monétaire, pressentant une dégradation du marché du travail, qui s'est ensuite matérialisée dans les chiffres. Il est aussi régulièrement cité par le gouvernement comme un de ses favoris pour présider la banque centrale à la suite de Jerome Powell, dont le mandat s'achève en mai prochain. Cette année, la Fed a baissé deux fois ses taux, en septembre et en novembre. Jerome Powell a prévenu les investisseurs, d'une façon inhabituellement directe, qu'une détente supplémentaire était « loin » d'être acquise à la réunion suivante, en décembre, tant les responsables sont partagés.

BASÉ SUR L'IA

Mercedes-Benz déploie du process mining

Le constructeur automobile allemand Mercedes-Benz a mis en œuvre une plateforme de process mining reposant sur l'IA notamment pour connecter les données issues de sa production et de sa logistique. Un système qui lui permet de désiloter les données et de disposer d'un jumeau numérique de son appareil industriel.

Le géant allemand de l'automobile Mercedes-Benz explique avoir augmenté la fiabilité de ses livraisons et accéléré ses processus de décision en production avec la digitalisation et l'IA. L'industriel s'est entre autres doté d'une plateforme de process mining éditée par son compatriote Celonis pour centraliser et connecter les données de ses systèmes de production et de logistique mondiaux, désiloter les data isolées dans les différentes fonctions (supply chain, production, qualité, après-vente, etc.) et donner l'accès à ces données à tous ceux qui en ont besoin dans l'entreprise. La plateforme sert en particulier au système de production MO360 de Mercedes-Benz, qui connecte en temps réel ses plus de 30 usines. Celui-ci assiste le constructeur dans la production de modèles électriques, hybrides et thermiques sur une même ligne et l'adaptation de la production de véhicules électriques à demande. Il repose notamment sur l'utilisation d'un jumeau numérique basé sur la solution Nvidia Omniverse et des applications IA.

Gestion des commandes, SAV et qualité

L'approche digital first en production privilégiée par le constructeur allemand exige par ailleurs une transparence totale sur l'ensemble du réseau de production, pour toutes les commandes de véhicules, tous les composants et tous les processus.

Or, Celonis Process Intelligence combine process mining et IA pour lier les data des différents processus à leurs contextes métiers respectifs. La plateforme exploite les données brutes extraites des différents systèmes, des applications et des terminaux pour créer un jumeau numérique dynamique des processus de l'industriel.

Mercedes-Benz utilise actuellement cette approche dans trois domaines. Le premier concerne les commandes et les livraisons. Des assistants de GenIA réalisent des prévisions de délais de livraison, optimisent l'ordonnement et réduisent les risques de retards.

Pour le deuxième domaine d'application, l'après-vente, le constructeur identifie avec le

process mining, les goulots d'étranglement dans la logistique des pièces détachées et raccourcit les délais de réponse aux demandes des clients. Enfin, pour la gestion de la qualité, 3e domaine concerné, l'IA détecte les anomalies et repère ainsi les écarts avant qu'ils n'affectent réellement la qualité de la production.

L'essentielle transparence des données

Selon Jörg Burzer, membre du directoire de Mercedes-Benz Group AG en charge de la production, de la qualité et de la supply chain, plusieurs centaines d'employés utiliseraient déjà la plateforme. « Nous obtenons une transparence totale des données au sein de notre réseau de production et tout au long de notre chaîne d'approvisionnement pour que nos équipes travaillent plus rapidement et avec plus de précision, explique-t-il. Nous identifions les changements plus tôt, nous réagissons plus rapidement aux évolutions du marché et nous utilisons l'IA uniquement de manière ciblée. »

LG encore piraté avec une fuite massive qui expose code source et identifiants internes

Un hacker se faisant appeler "888" affirme avoir diffusé des données sensibles dérobées chez LG Electronics. Celles-ci incluent des portions de code source, des fichiers de configuration ainsi que des identifiants d'accès. Le géant électronique sud-coréen fait-il face à une nouvelle intrusion majeure ? Le cybercriminel a publié sur ThreatMon, une plateforme de surveillance du dark web, des échantillons de données soi-disant extraites des systèmes de LG. On y retrouve des dépôts de code source, des bases SQL, des fichiers de configuration système, ainsi que des identifiants codés en dur.

888 a encore frappé

Cette brèche, révélée le 16 novembre 2025, aurait également permis de récupérer des identifiants SMTP. Si l'intrusion est avérée, le pirate sera alors en mesure de gérer l'envoi des emails au sein de l'entreprise et d'organiser des campagnes de phishing particulièrement crédibles, en usurpant directement l'identité des salariés de l'entreprise.

Le site Cybernews, qui rapporte l'information, souligne qu'au-delà du vol de propriété intellectuelle, la fuite du code source pourrait potentiellement permettre de révéler des failles au sein de divers objets

connectés commercialisés par l'entreprise.

Le profil de "888" n'est pas inconnu des spécialistes. Actif depuis 2024 au minimum, ce criminel a déjà revendiqué des intrusions chez Microsoft, BMW Hong Kong, Decathlon ou encore Shell. Son modèle économique repose sur la monétisation via des cryptomonnaies, souvent après avoir obtenu un accès initial via des courtiers spécialisés ou des logiciels voleurs d'informations. Dans le cas de LG, aucune demande de rançon n'a été publiquement confirmée, mais les échantillons partagés suggèrent un volume de plusieurs gigaoctets de code propriétaire.

Le mois dernier, LG Uplus, la branche télécommunications du groupe, avait déjà confirmé une brèche touchant des données clients, dans le cadre d'une vague d'intrusions visant les trois principaux opérateurs télécoms sud-coréens. Les experts soupçonnent des vecteurs d'attaque communs, potentiellement des vulnérabilités non corrigées dans des outils cloud ou des systèmes tiers mal sécurisés. La faille actuelle semble provenir d'un point d'accès sous-traitant plutôt que d'un piratage direct des serveurs LG. Pour l'heure, LG Electronics n'a pas encore publié de communication officielle sur cette affaire.

Brèves

Plus de 2 Md\$ de pertes après la cyberattaque de Jaguar-Land Rover

Les estimations des experts se sont confirmées. Tata Motors, propriétaire du constructeur automobile Jaguar-Land Rover, a publié des résultats trimestriels fortement impactés par la cyberattaque de l'automne. Il affiche des pertes de plus de 2,35 Md\$ (2 Md€) qui se décomposent en coûts directs (pour 258 M\$) et en une sévère dégrèvement des ventes (qui plongent de 8,5 à 6,4 Md\$ sur un an). On se souvient que le constructeur d'origine britannique a été obligé d'arrêter ses usines de production durant 5 semaines et a touché par ricochet 5 000 autres sociétés. Le gouvernement britannique est même intervenu pour aider la filière automobile britannique avec un fonds de près de 2 M€. La cyberattaque aurait selon l'office national des statistiques contracté l'économie anglaise de de 0,1 % en septembre par rapport à août.

Cloudflare rachète Replicate

Le spécialiste en CDN a mis la main sur Replicate qui fournit des API hébergées pour exécuter des modèles sans avoir à gérer leur infrastructure sous-jacente. Cette société a notamment conçu Cog, un outil open source pour regrouper les modèles dans des conteneurs standardisés et reproductibles permettant à tout développeur ou data scientist d'exécuter les LLM open source les plus complexes à l'aide d'un simple appel API. Aujourd'hui, le catalogue de Replicate comprend plus de 50 000 références. « Replicate continuera d'exister en tant que marque distincte, et tout ce qui va changer, c'est qu'il va devenir bien meilleur. Il sera plus rapide, nous disposerons de plus de ressources et il s'intégrera au reste de la plateforme de développement de Cloudflare. L'API ne changera pas. Les modèles que vous utilisez aujourd'hui continueront de fonctionner. Si vous avez créé quelque chose sur Replicate, cela continuera de fonctionner comme avant »,

explique la société. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué.

AWS lance des agents IA pour le conseil

Le fournisseur de cloud a présenté des agents IA pour accompagner ses équipes en charge des services professionnels, celles en charge d'accompagner les clients dans leur migration. Parmi ces agents, il y a un nommé Professional Services Delivery Agent. Il permet aux clients de lancer un projet en important des schémas décrivant l'architecture de l'application à développer. L'IA peut également extraire les exigences du projet à partir des comptes rendus de réunion, de la documentation et d'autres fichiers. AWS suit les traces de ses concurrents comme Google qui a lancé un agent d'IA appelé CogniPort pour automatiser la migration de ses workloads sur les puces Axion.

Tesla boycottée pour des raisons politiques ?

Tesla souffre indubitablement actuellement de l'image de son patron. Car à cause d'Elon Musk, de nombreux conducteurs évitent dorénavant la marque. Chez Tesla, on considère Elon Musk comme un atout indispensable à la pérennité de l'entreprise, comme le montre le vote de son plan de rémunération totalement fou à 1 000 milliards de dollars. Mais du côté du public, l'image déglacée par l'homme le plus riche du monde n'est pas vraiment celle qui donne envie de mettre la main sur le volant d'un de ses véhicules.

41% des conducteurs à travers la planète souhaitent éviter la marque Tesla pour des raisons politiques

Global EV Alliance vient de communiquer les résultats d'une étude menée sur 30 pays à travers la planète qui donne des résultats intéressants. Comme rapporté par Le Figaro, les conducteurs ont été interrogés sur les marques ou les pays d'origine de voitures électriques qu'ils éviteraient pour des motifs politiques. Le trio de tête des réponses a consisté en Tesla (41%), la Chine (12%) et les États-Unis (5%). Pour ce qui est de Tesla, on avait déjà vu les chiffres de l'entreprise souffrir en Europe en 2025, après l'association de l'homme d'affaires à Donald Trump, son étrange salut (comparé par certains à un salut nazi) ainsi que son soutien affirmé à plusieurs partis d'extrême-droite en Europe.

Les États-Unis et l'Allemagne parmi les plus anti-Musk

Il s'agit ici d'une moyenne globale, qui révèle des disparités entre les pays. Tout en haut, et sans surprise, c'est aux États-Unis (52%) et en Allemagne (51%) que le géant des voitures électriques pâtit le plus de cette mauvaise image actuelle. Sui-vent derrière l'Australie (45%), la Nouvelle-Zélande (45%) ainsi que la Norvège (43%). Dans l'Hexagone, Elon Musk s'en sort beaucoup mieux, puisque d'après la même étude, seuls 21% des conducteurs interrogés éviteraient d'acquiescer un véhicule Tesla pour des raisons politiques. Il faudra maintenant voir si cette tendance risque d'affecter durablement Tesla face à une concurrence chinoise de plus en plus féroce, et qui est moins mal vue internationalement parlant que le milliardaire américain.

L'Europe veut réduire le nombre de voitures invisibles sur les routes

Une grande berline de sport animée par un musical V8 atmo de 430 ch, ça vous dit ? C'est ce que propose la Panamera GTS, une sorte de licorne dans la gamme Porsche par ses caractéristiques.



Être surpris à la dernière minute par une voiture dont les optiques arrière sont éteintes, alors que ses feux de jour avant à diodes sont pourtant allumés ? Si vous avez l'habitude de rouler de nuit, vous avez déjà connu ce genre de mésaventure qui peut parfois engendrer une grosse frayeur, voire un accident. Mais une modification réglementaire, passée un peu inaperçue, pourrait bientôt permettre de rendre ce type de situation moins courant, même si elle ne suffira pas à l'empêcher totalement.

Pour beaucoup d'automobilistes, rouler de nuit reste une expérience assez stressante. Même si l'éclairage de nos voitures a fortement progressé ces dernières années, le risque de mauvaises surprises existe toujours. On ne parle pas ici seulement des éventuelles traversées d'animaux sauvages à la campagne, ou de piétons en ville. Un risque accru lors du changement d'heure. Il

n'est pas rare non plus de se retrouver surpris par des véhicules dont les feux arrière sont éteints.

Des feux de jour qui engendrent certains conducteurs en erreur

C'est parfois la conséquence d'un mauvais entretien, avec des ampoules qui ne fonctionnent plus sans que le conducteur s'en soit aperçu. Mais c'est aussi bien souvent lié à une négligence, qui a tendance à se multiplier depuis l'avènement des jours. Apparu sur l'Audi A5, cet éclairage diurne n'est en effet obligatoire en Europe qu'à l'avant. Même s'il ne permet pas vraiment de rouler de nuit de manière confortable, en raison de sa puissance très limitée, il peut faire croire à tort que les phares sont bien allumés. A fortiori dans les zones urbaines assez denses où les autres sources de lumière sont très nombreuses. Pour ne rien arranger, les ta-

bleaux de bord sont désormais quasiment tous illuminés en permanence. Certains automobilistes ne sont ainsi pas conscients qu'ils roulent avec des feux arrière éteints, rendant leur véhicule beaucoup moins visible lorsque l'obscurité s'installe. D'après une étude menée en Suède en 2023, 76 % des conducteurs interrogés pensaient ainsi que leurs optiques arrière restaient allumées même en journée.

Une évolution réglementaire adoptée en catimini

Pour améliorer la sécurité routière, une évolution réglementaire, passée assez inaperçue, a heureusement été adoptée il y a un peu plus d'un an. Il s'agit d'un amendement à un texte de la commission de l'ONU pour l'Union européenne, qui travaille notamment sur les homologations. Nous vous parlions d'ailleurs récemment de cette même

commission pour un autre sujet, lié au bruit des véhicules cette fois. Mais c'est aussi cette commission qui se charge d'encadrer les obligations en matière d'éclairage, regroupées au sein du règlement UNECE R48. La modification apportée en 2024 au paragraphe 6.19.7.5 prévoit, pour les véhicules nouvellement homologués à compter de 2027, un allumage automatique des feux de position arrière lorsque les optiques de jour à diodes sont également activées. Cela pourrait permettre d'éviter quelques mauvaises surprises.

Un texte qui comporte un certain nombre d'exceptions

Gare, toutefois, à ne pas surinterpréter ce texte. Assez technique, il prévoit certaines exceptions, et il laisse une marge de manœuvre aussi bien aux autorités nationales d'homologation qu'aux constructeurs automobiles. De plus, il ne s'applique pas aux millions de voitures qui ont été mises en circulation avant cet amendement... et il ne sera évidemment d'aucune utilité pour tous les cas de figure liés à un manque d'entretien du véhicule. Dans ce domaine, c'est souvent le contrôle technique qui permet une régularisation de la situation. Mais cet amendement pourra malgré tout éviter quelques mauvaises surprises, d'autant qu'il vient en complément de certaines initiatives individuelles. L'actuelle Renault Mégane E-Tech avait par exemple opté pour des feux arrière de jour allumés en permanence, sans y être contrainte par la réglementation.

CRISE HISTORIQUE EN ALLEMAGNE

Un secteur clé s'effondre, 100 000 emplois envolés

L'industrie électro-métallurgique allemande traverse une crise d'une ampleur inédite : en un an seulement, plus de 100 000 emplois ont ainsi disparu, portant même sur son sol à 240 000 le total des postes perdus depuis le pic de 2019. Confronté à la chute de la demande mondiale de voitures, à la concurrence internationale et à la flambée des coûts, le secteur appelle le gouvernement à agir d'urgence, tandis que des géants de l'industrie automobile comme Volkswagen, s'apprentent eux aussi à tailler massivement dans leurs effectifs.

105 000 salariés touchés en seulement 1 an !

Ce sont des réformes urgentes de la part du gouvernement que réclame le secteur de l'industrie électro-métallurgique allemande, en proie à des vagues de pertes d'emplois exceptionnelles depuis un an. En effet, au cours de cette période (de septembre 2024 à septembre dernier), cette activité a perdu pas moins de 105 000 salariés, d'après le décompte rendu public par la fédération patronale de l'industrie

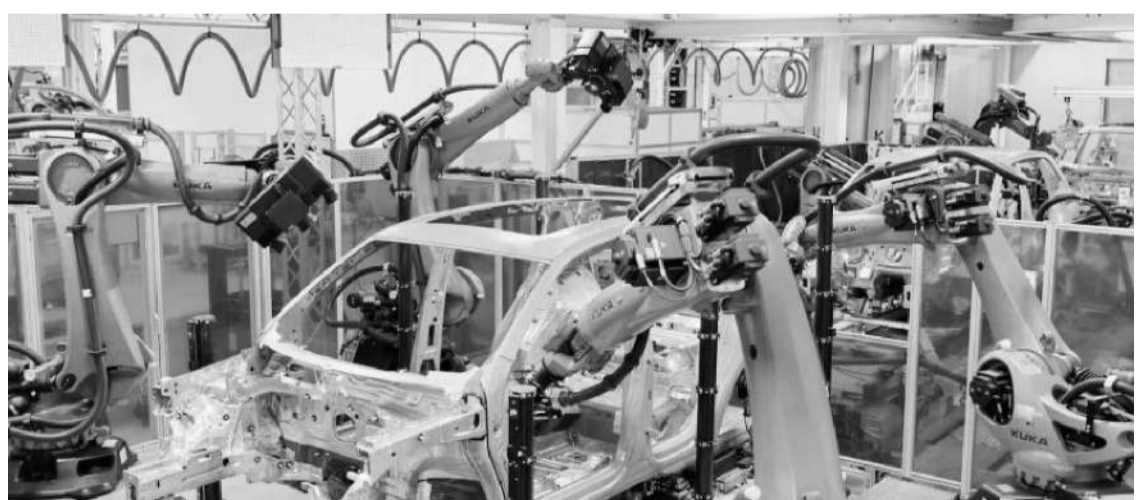
métallurgique et électrique (Gesamtmetall). Si l'on se réfère au pic atteint en 2019, dans l'électro-métallurgie en Allemagne a même perdu 240 000 personnes (une baisse de 6%), pour un total désormais porté à 3,82 millions de salariés.

Une industrie qui souffre mille maux

Notons que ce secteur industriel, le plus important outre-Rhin, regroupe différentes activités telles que la construction mécanique, l'industrie automobile, la métallurgie, le génie électrique et la mécanique de précision, de l'optique à l'horlogerie. Lars Kroemer, économiste chez Gesamtmetall, précise dans ce même communiqué : "Cela montre que l'industrie métallurgique et électrique continue de souffrir fortement des crises internationales."

Le gouvernement fait un geste sur l'électricité

Devant l'urgence de la situation, M. Kroemer a ainsi appelé le gouvernement allemand à "mettre en œuvre rapidement des réformes visibles et efficaces afin que la production en



Alllemagne redevienne rentable." De son côté, le nouveau chancelier allemand Friedrich Merz, qui ne sait plus où donner de la tête tant la situation économique est devenue très compliquée en Allemagne dans de multiples secteurs, a annoncé en fin de semaine dernière un allègement du prix de l'électricité pour les entreprises allemandes à forte consommation d'énergie, soit une réduction

à cinq centimes par kilowattheure, de 2026 à 2028.

Volkswagen touché de plein fouet

Rappelons enfin que l'industrie automobile allemande, fierté nationale il y a peu encore, souffre désormais de mille maux, subissant comme un peu partout ailleurs en Europe, la baisse de la demande mondiale, la concu-

rence chinoise et, plus récemment, la hausse des droits de douane américains. Les constructeurs automobiles et équipementiers notamment, ont ainsi annoncé des dizaines de milliers de suppressions d'emplois ces derniers mois. Y compris au sein du géant Volkswagen, qui prévoit en Allemagne la perte de 35 000 emplois d'ici 2030, soit... 29% de ses effectifs outre-Rhin !

Le prix du Brent stable à 64,26 dollars

Les prix du pétrole étaient stables, mardi, dans un marché encore attentif aux développements géopolitiques et à l'évolution de la demande mondiale. Durant les séances de la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, gagnait tout juste 0,09% à 64,26 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, progressait de 0,17% à 60,01 dollars. Selon des experts pétroliers, des inquiétudes sur d'éventuelles perturbations de l'offre mondiale en or noir persistent en raison des tensions géopolitiques en cours.



INTERNET

Plusieurs sites perturbés par une panne d'un fournisseur mondial de services en ligne

Plusieurs sites internet ont été perturbés mardi en raison d'un incident technique touchant le fournisseur mondial de services en ligne Cloudflare. "Nous avons constaté un pic de trafic inhabituel vers l'un des services de Cloudflare à partir de 11H20" GMT, a indiqué Cloudflare, et "cela a entraîné des erreurs dans une partie du trafic transitant par le réseau Cloudflare". "Nous ne connaissons pas encore la cause de ce pic de trafic inhabituel", a-t-il ajouté, assurant "tout mettre en oeuvre" pour un retour à la normale. Le site Downtdetector, sur lequel les internautes signalent des difficultés de connexion, a notamment recensé des perturbations pour les utilisateurs du réseau social X, du jeu vidéo "League of Legends" ou encore de certains services de Google et d'OpenAI, créateur de ChatGPT. Cloudflare est une plateforme américaine qui fournit des services de sécurité et d'optimisation pour les sites web et applications.

RÉSOLUTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ CONCERNANT LE PLAN DE PAIX POUR GHAZA

L'Algérie a introduit un amendement «extrêmement important»

Synthèse S.R.

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a indiqué, mardi, que l'Algérie est parvenue, lors des négociations sur le projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant le "Plan de paix pour Ghaza", à y introduire un amendement "d'une extrême importance", visant à "permettre au peuple palestinien d'établir son Etat indépendant et souverain". Lors d'une conférence de presse qu'il a animée au siège du ministère, M. Attaf a précisé que l'Algérie "est parvenue durant les négociations à introduire un amendement d'une extrême importance à cette résolution, un amendement qui stipule que l'objectif final de cette résolution est de réunir les conditions favorables pour ouvrir la perspective d'une solution politique au conflit israélo-palestinien et permettre au peuple palestinien d'établir son Etat indépendant et souverain". "La résolution adoptée ne porte absolument pas atteinte aux fondements d'une solution juste, durable et définitive au conflit israélo-palestinien, telle qu'approuvée par la

communauté internationale et conformément aux résolutions pertinentes de la légalité internationale", a précisé le ministre. La résolution adoptée rappelle également "toutes les résolutions antérieures du Conseil de sécurité relatives à la question palestinienne, lesquelles constituent la doctrine onusienne pour permettre au peuple palestinien d'accéder à ses droits légitimes et légaux, à travers la fin de l'occupation de ses territoires, la concrétisation de son projet national et l'établissement de son Etat indépendant et souverain", a-t-il soutenu.

Le Conseil de sécurité n'a pas adopté les thèses marocaines

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a indiqué que le Conseil de sécurité n'a pas adopté les thèses marocaines concernant la question du Sahara occidental, soulignant que le dossier "n'est pas clos" et reste soumis aux Nations Unies. «Le dossier du Sahara occidental n'est pas clos et reste soumis aux Nations Unies, au niveau de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Comité spécial de la décolonisation (C-24)», a-t-il précisé.

«La résolution adoptée par le Conseil de sécurité a préservé, dans sa teneur, tous les fondamentaux de la solution à la question du Sahara occidental, sans toucher à aucun de ses éléments interdépendants et complémentaires», a soutenu le ministre d'Etat. Outre la préservation des fondamentaux d'une

solution juste, durable et définitive à la question du Sahara occidental, la résolution 2797 du Conseil de sécurité a "réalisé des acquis majeurs permettant au Front Polisario de défendre sa position sur une base solide, pleinement ancrée dans la légalité internationale", a ajouté M. Attaf.

Concernant le règlement de la crise au Mali, le ministre a affirmé qu'il passe par "les voies pacifiques et politiques inclusives", soulignant que l'Algérie a toujours été l'un des plus fervents défenseurs de l'unité de l'Etat du Mali. «Ce que traverse aujourd'hui l'Etat du Mali, avec l'accroissement des menaces terroristes, qui ont atteint des niveaux et une ampleur sans précédent, nous préoccupe, nous inquiète et nous attriste plus que quiconque», a-t-il affirmé, souhaitant que les responsables de ce pays prennent conscience que le règlement de la crise "passe par les voies pacifiques et politiques inclusives", à travers "un dialogue responsable et une réconciliation globale entre tous les enfants de ce pays, sans aucune distinction et loin de toute ingérence étrangère, qu'elle soit politique ou militaire". "Cette inquiétude n'est pas seulement due au fait que l'Etat du Mali se trouve dans notre voisinage immédiat, mais elle découle aussi de l'engagement historique de l'Algérie à se tenir aux côtés de ce pays dans toutes les épreuves et crises qu'il a traversées depuis son indépendance", a-t-il ajouté, affirmant que "l'Algérie a toujours été et demeure encore aujourd'hui l'un des plus fervents défenseurs et promoteurs de l'unité de l'Etat du Mali, avec son territoire, son peuple et ses institutions".

Publicité

5 ÈME ÉDITION

MOTOREST
matériel agricole

ÉVÈNEMENT

LA MÉCANISATION ET L'INTÉGRATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LES CULTURES STRATÉGIQUES AU SUD

À l'occasion de la 5^e édition de notre rencontre annuelle.

Nous vous invitons à participer à une rencontre avec des experts du domaine agricole.

DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2025
ADRAR - ALGÉRIE



**SOYEZ AU
RENDEZ VOUS !**

11^e CONFÉRENCE SUR LE DIALOGUE ENTRE LES CIVILISATIONS ARABE ET CHINOISE

La solidité des relations bilatérales entre Alger et Pékin soulignée

Le président du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Chine à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Hamsi Saïd a mis en avant, lors de la séance de clôture des travaux de la 11^e Conférence sur le dialogue entre les civilisations arabe et chinoise, tenue à Pékin, la solidité des relations algéro-chinoises, indique mardi, un communiqué de la chambre basse du Parlement. M. Hamsi a réaffirmé à cette occasion "la solidité des relations algéro-chinoises et la convergence des positions en faveur des causes justes, à leur tête la cause palesti-

nienne", rappelant l'histoire commune entre les deux pays, précise la même source. Soulignant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune "partage avec son homologue chinois des positions constantes en faveur des causes justes", M. Hamsi a appelé à la nécessité d'"unifier les rangs arabes face aux mutations actuelles". Il a également proposé d'"étendre le prolongement vers l'Afrique à travers l'Algérie qui est un portail stratégique de dialogue et de coopération avec les peuples africains", ajoute le communiqué.

CLASSEMENT MONDIAL DE SHANGHAI EN GÉNIE CIVIL

L'Université de Sidi Bel Abbès première en Afrique et au Maghreb

L'Université de Sidi Bel Abbès "Djilali Liabes" occupe la première place en Afrique et au Maghreb dans le classement mondial de Shanghai des domaines académiques en génie civil, indique, mardi, un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. L'Université de Sidi Bel Abbès occupe la première place au niveau africain

et maghrébin dans le classement mondial de Shanghai des domaines académiques en génie civil, dans la catégorie comptant les 201-300 meilleurs établissements universitaires au niveau mondial, a précisé la même source. L'Université "Djilali Liabes" a également obtenu la première place au niveau maghrébin et la deuxième en Afrique, en génie mécanique, dans la catégorie

comptant les 301-400 meilleurs établissements universitaires au monde. Ce classement vient attester des efforts de l'ensemble des acteurs de l'Université de Sidi Bel Abbès dans ces domaines, et souligner la "nécessité de poursuivre le travail afin de renforcer sa visibilité et d'améliorer sa position dans les classements mondiaux", conclut le communiqué.